

L'HUMANITÉ



*Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

rouge

I F Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. LA SOURCE - 30226-72

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LÉNINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE N° 13
JEUDI 22 MAI 1969

ELECTIONS = TRAHISON !

Le théâtre électoral brille de tous ses feux : les comédiens de la politique bourgeoise jouent leurs rôles avec une bonne conscience de classe. Mais sous leurs travestis et masques divers, il n'y a jamais que le même personnage, celui que la farce de Molière a immortalisé dans son hypocrisie, celui qui trompe. De Pompidou à Duclos, tous ces candidats ne sont en réalité que des Tartuffes.

La question fondamentale posée aux travailleurs de notre pays n'est pas de choisir entre tous ces politiciens un nouveau Président de la République, qui, quel qu'il soit, de droite ou de gauche, gèrera l'état des monopoles en servant, cyniquement ou avec subtilité, les intérêts de classe de la grande bourgeoisie.

La question fondamentale posée aux travailleurs, et pas seulement depuis le renvoi dans ses pénates du vieux prince que nous avait imposé le coup de force d'Alger, mais bien depuis le printemps révolutionnaire de 1968, c'est d'en finir avec le capitalisme.

Mai-juin 1968 continue à peser de toute sa portée historique sur la politique française, européenne et même mondiale. La question de la révolution en France est la seule question réelle, actuelle, posée voici juste un an par des centaines de milliers d'étudiants et par dix millions d'ouvriers et autres grévistes.

La principale lutte qui agite notre pays n'est pas celle qui dresse sur le devant de la scène tous ces hommes des vieux partis politiques sclérosés, du parti de la réaction la plus avouée au mouvement trotskiste anti-léniniste que l'histoire s'est chargée à plus d'une occasion de révéler sous sa fonction effective d'organisation contre-révolutionnaire, en passant par toutes les variantes de la sociale-démocratie de droite ou de gauche, sans omettre celle du révisionnisme moderne.

Non ! La principale lutte qui s'exacerbe, s'approfondit, se radicalise chaque jour davantage, c'est la lutte de classe qui lance à l'assaut du pouvoir et de l'état des monopoles capitalistes la classe ouvrière et ses alliées, les autres couches sociales laborieuses anti-monopolistes.

Oui ! Mai-juin 1968 n'était qu'un début : le combat continue !

Les marxistes-léninistes ont adopté devant cette nouvelle mystification générale du peuple une ligne conséquente : ils dénoncent ce scrutin comme un nouveau moyen de trahir les intérêts de classe du prolétariat, comme une arme destinée une fois de plus à s'opposer à la volonté souveraine de la majorité des hommes et des femmes qui travaillent, et souffrent sous le joug insupportable de la dictature du capital, du pouvoir exploiteur et oppresseur de la bourgeoisie.

Les marxistes-léninistes ont appelé à voter NON au référendum du 27 avril pour contribuer au barrage indispensable destiné à empêcher la mise en place accélérée des structures fascistes. Mais en même temps ils ont expliqué sans relâche que le succès des « NON » resterait très insuffisant pour imposer quelque défaite décisive au régime du capitalisme monopoliste d'Etat, à l'Etat des monopoles qui dispose et continuera à disposer d'équipes politiques de rechange, de droite, du centre ou de gauche, aussi longtemps qu'il n'aura pas été sévèrement attaqué par d'autres moyens que de simples bulletins de vote !

Dénoncer la mascarade de ce scrutin « présidentiel » répond à une position de principe. Il s'agit de détruire la mystification de l'électoratisme, en adoptant une attitude qui seule sera reconnue historiquement juste et fondée, demain, par des millions de travailleurs, sur la base même de leur expérience.

Quelques amis, quelques lecteurs nous ont écrit pour proposer que soit présenté un candidat marxiste-léniniste. Ils ont de la sorte témoigné de la profondeur de la tradition électoraliste dans notre pays, où fut certes institué, pour la première fois de l'histoire du monde, le suffrage universel. Mais un ouvrier, le meilleur marxiste-léniniste soit-il, seul face à tous ces candidats de la bourgeoisie, ouverts ou camouflés, n'aurait-il pas fait naître de nouvelles illusions graves dans les rangs de ses frères de classe, déjà si longtemps et si odieusement abusés par les dirigeants révisionnistes du Parti communiste français ? Il faut parfois savoir mener la lutte à contre-courant, et la vérité qui monte des usines jusqu'à nous, atteste du développement de plus en plus encourageant de la nouvelle avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière, de la prise de conscience de plus en plus clairvoyante concernant la fonction de la théo-

rie du « passage pacifique » comme complice des intérêts de la bourgeoisie. Demain les travailleurs seraient en droit de nous reprocher, comme ils le feront massivement à l'endroit des dirigeants révisionnistes, d'avoir trahi leurs intérêts de classe, si nous avions accepté d'assumer la responsabilité de ne pas dénoncer, par notre ligne politique, l'opération électoraliste qui se déroule sur leur dos.

Au demeurant, la bourgeoisie sait organiser les élections. Elle a en ce domaine une riche expérience historique. C'est elle qui tient le pouvoir, elle en profite évidemment pour instituer systématiquement des modes de scrutin qui protègent et perpétuent sa domination de classe.

Pour ce scrutin « présidentiel », dont les dispositions appartiennent au gaullisme malgré le rejet que lui a infligé le corps électoral le 27 avril dernier, ne peut faire acte de candidature que celui qui dispose d'un cautionnement d'un million (cela peut certes se trouver en s'adressant au peuple), mais qui est aussi parrainé par cent personnalités élues (parlementaires, conseillers généraux, maires) réparties sur dix départements.

Croyez-vous qu'un ouvrier marxiste-léniniste aurait pu trouver cent élus, dignes d'être acceptés par lui, pour cautionner sa candidature ? Que M. le professeur Alain Krivine en ait trouvé, lui, et accepté plus qu'il ne lui en fallait, 260 dit-on au lieu de 100, n'est pas pour nous surprendre ! Couverts par le secret institué par ce mode de désignation et sélection des candidats, les « élus » qui ont attesté de l'honorabilité du candidat trotskyste ne seront pas connus des masses. Désirez-vous un dessin, pour mieux comprendre ?

Tout cela nous conduit à constater qu'il n'y aura aucun candidat ouvrier authentique dans cette compétition à la sauce bourgeoise.

N'ironisons pas sur le cas du vieux révisionniste Jacques Duclos, qui fut, paraît-il, « ouvrier pâtissier » voici plus d'un demi-siècle. La faillite bien prévisible de la politique de son Parti est assez éloquente, elle a fait l'objet d'une lettre que nous avons publiée en direction des adhérents et militants de base, qui le soutiennent. Nous souhaitons que cet appel soit largement reproduit et distribué aux adhérents et sympathisants du Parti de Waldeck Rochet. Un grand nombre d'entre eux sont nos frères de classe, aspirent au socialisme, et même à la dictature du prolétariat. A nous de les aider à prendre conscience,

avec patience, persévérance, sans jamais rien céder sur les principes, mais en sachant toucher leurs cœurs et leurs raisons de travailleurs communistes !

La crise économique et politique ne cesse de s'aggraver pour les exploités. Elle engendre des conséquences immédiates dans les rangs des banquiers, des patrons, de leur personnel et de leur domesticité politiques. Si ces requins de la finance et de l'industrie restent d'accord sur le fond pour ce qui concerne leurs intérêts de classe, ils n'en sont pas moins en désaccord sur différentes questions nées de la crise et de leur concurrence tant sur le plan national qu'international. Et leur division s'accroît lorsqu'ils en viennent à rechercher le meilleur moyen de s'opposer à la montée révolutionnaire. Mai 1968 les terrorise encore et le spectre du retour de nouvelles vagues révolutionnaires les voit s'opposer sur la délicate question de la tactique de répression à opposer au peuple. La revue patronale « Entreprise » a crûment révélé leur commun souci : « Et si, demain, les dirigeants syndicalistes étaient débordés par la base, par les masses ouvrières ? »

Voilà qui nous donne raison aujourd'hui de préparer activement les futurs mouvements de grève, les futures manifestations, voilà qui nous fait obligation de savoir lutter sans cesse contre tous les ennemis du mouvement ouvrier infiltrés dans ses rangs, qu'il s'agisse du révisionnisme qui est l'ennemi principal ou du gauchisme, son complément.

Les marxistes-léninistes, tous ceux qui les observent avec attention et commencent à leur accorder leur confiance ne voteront ni pour les candidats de droite (cela va de soi), ni du centre réformiste (également), ni de la fausse extrême-gauche révisionniste et trotskyste !

Mais ils profiteront activement de la campagne politique actuelle pour diffuser toujours davantage leurs justes idées, pour les expliquer sans relâche, pour renforcer leurs liens avec les masses ouvrières et populaires.

L'Humanité Rouge tiendra sa juste place dans ce grand combat en proclamant que ces élections constituent une trahison supplémentaire des intérêts de classe de tous les travailleurs, en les appelant en conséquence à préparer et à organiser, dans l'unité à la base et dans l'action, le large front de lutte des masses populaires, qui regroupe en France tous les travailleurs sans distinction entre les immigrés et les autres, tous les jeunes révolutionnaires d'origine ouvrière ou étudiante, les paysans pauvres, les artisans et les petits commerçants ruinés.

A bas le pouvoir et l'Etat des monopoles !

Vive la future République socialiste de France que veut et saura imposer notre peuple aux glorieuses traditions révolutionnaires !

H. R.

APPEL DU « CONSEIL OUVRIER RENAULT »

Si pour le référendum, le Conseil ouvrier de la R.N.U.R. avait appelé à voter NON, c'est qu'il s'agissait de faire un pas en avant, pour barrer la route au fascisme.

Maintenant, les bouleversements, intervenus dans la situation politique française et les répercussions sur le plan international, montrent bien, par l'opportunisme de toute la « gauche » (P. « C. » F., S.F.I.O., Trotskisme, etc.) qu'ils veulent résoudre le problème de l'Etat en le détachant de la lutte de classe et en éloignant le plus possible la classe ouvrière du pouvoir. Le problème des présidentielles n'est en fait que de l'opium que l'on donne à la classe ouvrière et à ses véritables alliés, les paysans pauvres et moyens pauvres, les intellectuels révolutionnaires, pour les éloigner du véritable problème de la révolution armée et de la dictature du prolétariat.

Nous comprenons fort bien que beaucoup d'ouvriers voteront pour tel ou tel candidat. Sur ce plan, il nous paraît important de voir ce qu'est, pour commencer, la candidature Duclos.

Depuis plus de 20 ans « les théoriciens » du P. « C. » F. élaborent des thèses sur le passage au socialisme en France ils veulent faire passer dans la classe ouvrière l'idée fausse qu'un passage pacifique au socialisme en France est possible.

1^o Pour eux, il n'y aurait qu'une seule contradiction en France, entre la bourgeoisie monopoliste et le reste de la population française (bourgeoisie, petite bourgeoisie, paysannerie dans son ensemble, classe ouvrière) ; il suffirait

donc de s'entendre avec toutes ces couches, baptisées « gauche », d'élaborer un programme commun et ainsi au cours des élections, le peuple enthousiasmé par cette alliance, voterait massivement pour l'instauration de ce programme.

a) Même si cette analyse simpliste était juste, cela supposerait que la bourgeoisie monopoliste fasse cadeau de ses privilèges, alors que l'histoire prouve que jamais aucune classe n'accepte de disparaître sans une lutte à mort (rappelons-nous mai 68, où la bourgeoisie monopoliste a fait assassiner par ses mercenaires deux ouvriers à Sochaux qui ne revendiquaient que ce qui leur était dû et qui ne posaient pas encore le problème de l'Etat).

b) Même si cette grande alliance était possible, c'est mener la classe ouvrière à la remorque de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, lui faire jouer le rôle de force d'appoint, c'est prendre à contre-pied la thèse marxiste-léniniste, selon laquelle : seul le prolétariat peut diriger le Front de tous les exploités, contre tous les exploités et détruire l'Etat, armes à la main, en instaurant sa dictature et son hégémonie de classe.

2^o Qu'est-ce que la « gauche » :

Le P. « C. » F. appelle gauche, ce ramassis de politiciens pourris : Mollet, Mitterrand et autre Mendès, qui ont :

— sabotés le Front populaire,

— livrés les communistes Pierre Sémard et d'autres communistes, fusillés par les nazis,

(suite page 4)

Une semaine de luttes

En France

DU LUNDI 12 AU SAMEDI 17

Dans le Monde

LUNDI 12

- **USINOR A THIONVILLE** : grève des ouvriers d'entretien des fours Thomas pour l'augmentation de leurs salaires, entraînant l'arrêt de travail des ouvriers des hauts fourneaux.
- **ACIERIE SOLLAC A SEREMANGE (MOSELLE)** : grève pour l'augmentation des salaires et des primes.
- **ALMECA A LA COURNEUVE** : arrêt de travail contre le licenciement d'un ouvrier.
- **STATAM-LECLERC A LA COURNEUVE** : débrayage pour les salaires et les conditions de travail.
- **TRANSPORTS URBAINS DE STRASBOURG** : dixième grève en 10 jours pour l'augmentation des salaires.
- **ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS A PAUILLAC (GIRONDE)** : grève pour l'augmentation des indemnités de déplacement. Certains ouvriers travaillent à la construction de la nouvelle raffinerie Shell à Marseille.
- **PAPETERIE NAVARRE A ROANNE** : débrayages pour l'augmentation des salaires.
- **DROPSY A REIMS** : débrayages pour l'augmentation des salaires.
- **UN MILLIER DE PETITS COMMERCANTS DES HAUTES ET BASSES-ALPES** proteste à Châteauneuf, près de Gap, contre une procédure d'expropriation engagée par les patrons d'un futur supermarché contre un propriétaire de terrain.
- **LES HABITANTS D'ANSE (RHONE)** bloquent la nationale 6 pour protester contre le péage de l'autoroute nord de Lyon qui entraîne un afflux de circulation dans leur village.
- **CONCOURS D'AGREGATION** : boycott à Paris et à Aix, notamment en philosophie, malgré les mesures de dispersion des centres d'examen et la présence policière massive. Meeting à la Sorbonne pour la suppression de l'auxiliaire et des hiérarchies, l'instauration d'un véritable mode unique de recrutement, l'augmentation massive des postes à pourvoir.

MARDI 13

- **CITROEN A MULHOUSE** : grève totale et illimitée des ouvriers horaires pour la parité des salaires (+ 10 %) avec Peugeot-Mulhouse, l'amélioration des primes, l'extension des droits syndicaux, le respect de la convention collective.
- **LATIMER A BOUCAU-TARNOS (BASSES-PYRENEES)** : les ouvriers, aidés par 2 000 autres travailleurs de la région, occupent l'usine bloquant la route conduisant à la zone industrielle du Boucau pour protester contre la fermeture de l'usine sans règlement des salaires, des préavis et des congés payés.
- **ACIERIES PARIS-OUTREAU A BOULOGNE (PAS-DE-CALAIS)** : grève pour l'augmentation des salaires horaires.
- **RHODIACETA A SAINT-FONS (RHONE)** : débrayage contre la mutation d'un syndicaliste.
- **FACULTE DES LETTRES D'AIX-EN-PROVENCE** : des étudiants d'extrême-gauche attaquent des étudiants de droite qui condamnaient le boycott de l'agrégation et avaient essayé de les photographier clandestinement.
- **LYCEE COLBERT A PARIS** : grève des élèves pour demander la fin de la gestion municipale sur leur établissement et la construction d'un foyer socio-éducatif.

MERCREDI 14

- **AEROPORTS** : nouvelle grève du zèle des contrôleurs de la circulation aérienne contre les sanctions « provocatrices » à l'égard des grévistes du 11 mars.
- **FACULTE DES SCIENCES DE PARIS** : les étudiants empêchent un comité de soutien à Pompidou de tenir une réunion.
- **UNIVERSITE DE LILLE** : constitution d'un comité de défense pour protester contre les arrêtés du 25 avril qui accordent l'équivalence de diplômes aux facultés catholiques.

VENDREDI 16

- **CITROEN A MULHOUSE** : suite de la grève illimitée des « horaires ». Le comité de grève est attaqué par un commando et le repousse à la lance à incendie.
- **ASTER A SAINT-DENIS** : 700 ouvriers manifestent en ville contre les menaces de fermeture.
- **UNE CENTAINE DE PAYSANS DES BASSES-ALPES** manifestent contre un gros exploitant qui cumule les terres en les achetant au prix fort.
- **LES ASSOCIATIONS DE RESIDENTS DES GRANDS ENSEMBLES DE LA T.C.I.T.** (Société d'Etat) réclament des pouvoirs accrus.
- **LES ETUDIANTS D'URBANISME DE DAUPHINE ET VINCENNES** commencent une grève active pour protester contre le manque complet de professeurs nommés et de crédits depuis la rentrée universitaire de 1968.
- **DES ETUDIANTS ET LYCEENS DE MARSEILLE** manifestent sur la Canebière pour protester contre la présence de la police à la faculté des sciences pour le concours d'agrégation.

RENFORÇONS SANS CESSER LES COMITÉS DE DÉFENSE DE L'« H.R. »

22 centimes, voici ce que nous apportent un exemplaire vendu en kiosque, 75 ou 80 centimes suivant les cas, voici ce que nous rapporte un exemplaire vendu dans une librairie approvisionnée par nos soins.

1 franc, voici ce que nous rapporte un exemplaire vendu par un C.D.H.R. (Comité de Défense de l'Humanité Rouge).

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. La bataille de l'Humanité Rouge est une grande bataille politique, au cours de laquelle sont engagés à des titres divers, sur des fronts différents, dans la lutte contre le capitalisme monopoliste d'Etat, contre son allié le révisionnisme moderne et contre le danger du gauchisme, nos lecteurs, nos groupes de diffuseurs, nos rédacteurs. L'Humanité Rouge est le nouvel organe d'avant-garde de la classe ouvrière dans notre pays, qui aide activement au triomphe de l'idéologie prolétarienne contre l'idéologie bourgeoise et petite bourgeoise.

Or des amis, manifestement bien intentionnés, « ramassent » tous les exemplaires dans les kiosques de leur région, en les payant évidemment 1 F dans le but d'en assurer ensuite la diffusion militante. Ils font ainsi la preuve de leur haute conscience politique, ils ont compris la portée politique considérable de l'Humanité Rouge dont la diffusion globale ne cesse d'augmenter. Mais ils commettent une maladresse : leur dévouement ne rapporte à notre journal que 22 centimes par exemplaire vendu, c'est-à-dire à peine le prix de revient de cet exemplaire (impression et frais d'administration). Si ces amis recevaient leur provision d'exemplaires à diffuser par voie directe avec nous, ils nous régleraient 1 F par exemplaire et aideraient bien plus efficacement notre journal à vivre. Mais encore fallait-il que ces précisions leurs soient fournies, pour qu'ils soient en mesure d'arrêter les dispositions nouvelles qui leur per-

mettront de constituer un C.D.H.R., un Comité de Défense de l'Humanité Rouge !

Il est vital pour notre journal de recevoir chaque semaine les règlements après vente militante. Bien entendu, il est exclu qu'il exige le règlement des numéros invendus (les « bouillons »), c'est pourquoi il demande à ses C.D.H.R. de régler leur demande avec le plus de précision possible. Mais sans risquer toutefois de manquer d'exemplaires lors des ventes militantes (ce qui s'est déjà produit quelquefois).

D'autre part, et contrairement à ce qui a pu être indiqué dans certains dépôts de diffusion militante, nous n'exigeons nullement le règlement préalable. Comment donc feraient les diffuseurs qui n'auraient pas encore leur recette en poche ? Mais nous demandons simplement, ce qui est normal et indispensable étant donné nos difficultés financières, qu'à chaque nouvelle prise de journaux soit effectué le règlement de la vente de la semaine écoulée. Ceci plus particulièrement pour les C.D.H.R. parisiens pour lesquels cela ne représente aucune difficulté. Pour ceux de province, nous souhaitons recevoir leurs versements aussi chaque semaine, mais nous pouvons aussi accepter dans certains cas des règlements bi-mensuels si le montant de la vente d'une semaine reste minime.

Oui, la diffusion de l'Humanité Rouge est une grande bataille politique, c'est bien pourquoi, comme toute bataille, elle doit retenir l'attention de tous pour que nos forces n'y participent pas dans le désordre, mais au contraire en étant sérieusement et efficacement organisées.

Reforçons sans cesse nos Comités de Défense de l'Humanité Rouge ! Nous gagnerons la bataille de « L'Humanité Rouge » !

H.R.

VIET-NAM

- Nouvelle offensive générale du F.N.L. Plus de 300 installations américaines et fantoches sont bombardées en 6 jours, notamment à Saigon, Hué, Da-Nang, Dak-To, Bien-Hoa. Nombreux assauts, notamment autour de Tay-Ninh et à Long Khanh où une position d'artillerie U.S. est investie.
- Le F.N.L. rejette, comme « absurde », le principe de retrait simultané des « forces extérieures » avancé par Nixon en réponse à sa proposition en 10 points.
- Un avion U.S. est abattu au-dessus de la R.D.V.

PALESTINE

- Grève générale en Cisjordanie et à Gaza pour le 21^e anniversaire de la création d'Israël. 11 grenades sont lancées à Gaza tuant deux militaires sionistes.
- Grève des étudiants de Bireh (Cisjordanie).
- 2 postes israéliens occupés par des commandos palestiniens pendant quelques heures, dynamitage d'un dépôt de munition et 2 embuscades contre des convois israéliens en Cisjordanie.
- Riposte à une nouvelle incursion de l'aviation israélienne en Jordanie contre un camp palestinien.
- Trois duels d'artillerie sur le canal de Suez. Deux autres sur le Jourdain.
- Les organisations palestiniennes obtiennent la libération de leurs détenus et la fin de l'encerclement policier de leurs camps de réfugiés au Liban.

MALAISIE

- 4 jours d'émeutes raciales contre la communauté chinoise débutent au lendemain d'une poussée de l'extrême-droite musulmane aux récentes élections. La communauté chinoise divisée socialement fait face. Le gouvernement impute les événements à l'extrême-gauche.

MEXIQUE

- Violentes bagarres à l'université de Mexico après la dénonciation, par les étudiants, des manœuvres gouvernementales pour s'assurer le contrôle du syndicat étudiant aux élections universitaires.

HONDURAS

- Manifestations contre la visite de Rockefeller. Un étudiant est tué par la police. Manifestations de protestation. Les étudiants rejettent avec mépris une bourse offerte par le sénateur à la mémoire de sa victime.

VENEZUELA

- Grève de la faim des étudiants de Carabobo pour une « rénovation académique ».
- Manifestation de solidarité des étudiants de Meridat. Un étudiant est tué par la police.
- Grève nationale de protestation des étudiants et lycéens.

EQUATEUR

- Occupation de l'Université de Quito pour une réforme de l'enseignement. Heurts violents avec la police qui contraignent le ministre de l'Intérieur à démissionner.

ARGENTINE

- A la suite de la hausse des prix, heurts violents entre ouvriers de l'automobile et police à Cordoba. Grève de solidarité des syndicats de l'automobile.
- Heurts violents entre les étudiants qui réclament une gestion universitaire non autoritaire, et la police à Corrientes et Resistencia. Un étudiant est tué. Manifestation de protestation dans tous les pays. A Rosario un autre étudiant est tué.

CHILI

- Heurts entre la police et les étudiants qui réclament la libération de 16 ouvriers emprisonnés pour avoir occupé leur usine.

SENEGAL

- Grève générale des postiers et des travailleurs du pétrole pour l'examen rapide de leurs revendications.

PAYS-BAS

- Occupation de l'université d'Amsterdam après celles de Nimègue, Leyde et Tilbourg, par les étudiants qui réclament une démocratisation de l'enseignement.

ITALIE

- Grève de 48 heures de 2 millions d'ouvriers agricoles pour l'augmentation de leurs salaires, la signature de nouveaux contrats de travail et la garantie de l'emploi.

ESPAGNE

- Grève de 5 000 mineurs des Asturies à la suite de la mise à pied de 62 d'entre eux.
- Grève de 850 ouvriers d'une usine, sous licence française, à Pampelune.

CHYPRE

- Grève de 9 000 employés pour une augmentation de leurs salaires. C'est la grève la plus importante qu'ait jamais connue le pays.

U.S.A.

- A la Southern University de Baton-Rouge (Louisiane), bataille rangée entre 1 000 étudiants noirs, qui protestent contre le système d'enseignement, et la police.
- A l'Université de Berkeley, 3 000 étudiants qui refusent la fermeture du « parc du peuple », lieu de meeting contre la guerre du Viêt-nam, s'opposent, pendant 5 heures, à la police. 50 blessés. Manifestation de solidarité des habitants de la ville. Couvre-feu.
- Aux Universités de Stanford et de Los Angeles, les étudiants occupent les locaux pour protester contre les recherches bactériologiques entreprises dans leurs laboratoires pour le compte de l'armée. Barricades contre la police.
- A Burlington (Caroline du Nord) heurts entre collégiens noirs et la police. Un élève est tué. Riposte violente de la population noire.
- Rap Brown menace le gouvernement d'une riposte violente de la communauté noire si Fred Ahmed Evans, dirigeant noir de Cleveland, accusé de meurtre de 3 policiers blancs, était exécuté.

SOUSCRIPTION NATIONALE

Le premier « million » est atteint, mais la bataille doit s'intensifier pour nous permettre la parution sur 12 pages... !

Total des listes précédentes		8 607,00
Initiales	Ville	F
Anonymes	Lyon	
	Grenoble	2 000,00
R. D.	Bretagne	5,00
Groupe H.R.	Poitiers	50,00
C.B.	Banlieue Nord	60,00
Mille M.G.	Paris (17 ^e)	100,00
Groupe H.R.	Paris (20 ^e)	100,00
Anonymes	Orsay	400,00
C.	Fac de Droit	50,00
M. P.	Berre	100,00
Groupe H.R.	Annecy	20,00
X. M.	Paris (13 ^e)	100,00
S. P. G.	Tours	10,00
Git-le-Cœur	Paris	105,00
N. B.	Bondy	57,00
Total général		11 764,00

Répondant aux justes critiques concernant le format de l'affiche H.R. parue la semaine dernière (30 x 40), nous avons agrandi (40 x 60) et amélioré cette affiche, disponible franco de port contre 10 F les 100.

« L'appel aux électeurs et membres du Parti " Communiste " Français » est édité en tracts-suppléments à H.R. n° 12, disponibles contre frais postaux.

Camarades des C.D.H.R., commandez-nous rapidement ces matériels de propagande ainsi que des invendus de H.R. à distribuer en spécimens !

Les militants à l'action sur le port de Marseille

En Mars, lors de la visite du Président de la Transat (Cie de navigation), venu informer son « état-major » local, l'ensemble du personnel débraie et envahit inopinément la salle où se tenait la conférence.

De mémoire de Président, on n'avait jamais vu ça !

A la consternation générale des cadres, tout le personnel oblige le Président à préciser sa position sur « l'avenir » qu'il compte réserver aux travailleurs de la compagnie, au terme de la fusion envisagée.

Cette action est le résultat des luttes quotidiennes que mènent les travailleurs au sein de leur entreprise contre les proches licenciements que signifierait pour eux cette fusion et contre laquelle ils s'élèvent.

Elle montre par son niveau de combativité, qu'à la Transat, comme partout ailleurs, les travailleurs savent tirer toujours mieux l'expérience de chacune de leurs luttes, pour la réinvestir dans l'ensemble de leur action et la rendre ainsi toujours plus efficace. Ils entendent déterminer eux-mêmes la forme et le terrain de leur combat : action directe et unitaire à la base montrant aussi que pour eux, continuer la lutte amorcée en mai, est une réalité.

C'est dans cette perspective de lutte quotidienne en progression perpétuelle, que le Comité d'Action Etudiants Travailleurs du port développe son intervention.

S'il est composé d'étudiants et de travailleurs, c'est qu'en fait pour les uns comme pour les autres, la liaison effective amorcée en mai, n'est pas un accident de l'histoire : elle signifie que le combat contre l'université de classe, passe par le combat de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste.

Regroupant des travailleurs des diverses professions du port (transit, Cies de navigation, dockers), ses interventions tendent toujours à restituer à chaque lutte son véritable contenu de classe. Ainsi, par exemple, à travers la fusion des deux Cies Transat-mixte, le C.A. s'applique à replacer les licenciements qu'elle entraînerait, dans la logique du système capitaliste, qui sacrifie toujours les travailleurs aux intérêts du capital. La lutte contre les licenciements reprend de cette façon son véritable sens de lutte contre l'exploitation capitaliste : lutte classe contre classe.

En s'efforçant de démonter le véritable mécanisme et la finalité des manœuvres patronales, le C.A. joue son rôle d'information, toujours gardée secrète aussi bien par les patrons que par les organisations traditionnelles, et dont le manque pèse toujours plus sur les travailleurs : en décembre par exemple, sept gardiens de bord reçoivent leur lettre de licenciement dans la plus stricte discrétion, et ne reçoivent aucun appui de leur syndicat sous prétexte qu'il ne s'agit que de journaliers.

Par contre, par interventions écrites et orales, le C.A. divulgue ce fait et dénonce toute attitude qui tiendrait à signifier que certains licenciements seraient « inévitables ». La réflexion qui s'ensuit — « il aurait fallu que ce soit le C.A. qui nous informe de ce qui se passe dans notre boîte ! » — prouve la nécessité pour les travailleurs d'une information permanente.

Pour le C.A. la jonction qu'il essaie d'assurer entre les diverses compagnies de navigation et l'ensemble des professions du port, constitue un axe fondamental de son intervention : ceci afin d'unir les différents secteurs et différentes catégories de travailleurs et combattre toute politique de sectorialisation.

L'affichage et les tracts diffusés largement sont l'expression concrète de cette volonté.

Information et jonction sont les conditions nécessaires d'une lutte efficace.

Au sein des entreprises la confrontation entre les tracts du C.A. et ceux des organisations traditionnelles, donnent lieu à des discussions créant par là un nouveau climat de mobilisation.

La transmission des idées révolutionnaires, remises à jour, au travers de mots d'ordre tels que « unité à la base et dans l'action », « face à l'exploitation, les travailleurs doivent lutter avec leurs armes, grèves, occupation des entreprises et des navires », « seule la lutte offensive est efficace », aide à rompre la sclérose des organisations traditionnelles, enfermées dans une politique de conciliation-conciliabule vis-à-vis du patronat et des « cadres ».

La remise en cause des directives patronales et de ses chiens de garde, la remise en question de toute décision prise par les délégués sans consultation préalable de la base, et que le C.A. tâche d'impulser de manière permanente, montrent toujours mieux que les travailleurs entendent décider eux-mêmes de leur sort et des luttes qu'ils doivent mener pour cela.

Le C.A. mène la lutte en ce sens. Au port comme ailleurs les luttes quotidiennes que mènent les travailleurs doivent toujours être un pas de plus dans le combat de la classe ouvrière contre la classe des exploités capitalistes.

Le comité d'action du port de Marseille

Les lignes ci-contre sont extraites d'un des bulletins des Comités d'action étudiants-travailleurs de Marseille sud-est.

Nous compléterons cette présentation de l'action des militants ouvriers et étudiants du port de Marseille par un rappel du rôle des dirigeants révisionnistes du P. « C. » F., de la S.F.I.O. et de leurs succursales, les syndicats C.G.T. et F.O.



Les luttes ouvrières selon les bonzes : un tréteau pour les politiciens bourgeois.

En 1967 déjà, alors que les ateliers du technique de la Transat étaient menacés de fermeture, les bonzes réformistes et révisionnistes avaient pour principal souci d'utiliser la lutte des gars de la transat comme support à leurs grenouillages avec les caciques de la S.F.I.O.

Ils eurent le culot d'amener Defferre et ses acolytes Andrieu et Guérini (accompagnés des révisos Doize et Cermalce) à une assemblée des travailleurs, tenue le 31 octobre pour la défense de leur emploi.

Ces messieurs, patrons de combat ou bifteckards politiques dans le privé, rivalisèrent de déclarations de « soutien » aux travailleurs. Comme la corde soutient le pendu, sans doute...

Cette fois-là, les travailleurs réussirent, par leur action résolue, à empêcher la fermeture des ateliers. Et bien sûr, ils savent bien que les Defferre et autres Doize n'y sont pour rien. Au contraire !

Mais, aidés en cela par les dirigeants des syndicats F.O., dont l'hostilité à toute action déterminée leur sert d'excuse pour ne rien entreprendre, les dirigeants du P. « C. » F. et de la C.G.T., à Transat comme à la Mixte et ailleurs persistent dans leur ligne néfaste qui consiste à subordonner le combat ouvrier à leurs sordides combinaisons politiciennes.

La Transat, compagnie d'économie mixte, dans laquelle l'Etat est majoritaire, et la Compagnie de navigation mixte, armement entièrement privé, dominé par le groupe financier « La Fortune », filiale de la Banque de Paris et des Pays-Bas, fusionneraient pour donner naissance à une nouvelle société qui les remplacerait : La Compagnie Générale Transméditerranéenne.

La répartition des capitaux serait au départ, de 65 % Transat, et de 35 % Cie Mixte.

Bien entendu la concentration projetée, s'accompagnerait d'importants licenciements de travailleurs, tant sédentaires que navigants.

Cette opération de haute voltige financière, a pour but essentiel, de permettre aux détenteurs des capitaux privés :

— dans le cas où cette future Cie fonctionnerait bien, c'est-à-dire serait « rentable », — de profiter des subventions attribuées par l'Etat à la Transat, car cette dernière se démettrait alors des attributions qui lui sont confiées, en particulier sur les lignes de Corse.

— dans le cas où la future Cie ne donnerait pas les « résultats » qu'ils prévoient, de se débarrasser dans un délai de trois ans, des actions qu'ils y possèdent, en échange de celles que la Transat détient actuellement (17 %) à la Cie Mixte. La Compagnie Mixte ayant cessé dès lors d'être un armement maritime, le groupe « La Fortune » serait propriétaire des immeubles, terrains, filiales, etc., appartenant à cette compagnie, ce qui représente un important capital immobilier.

Dernier exemple de ce mauvais travail, le tract distribué par les cellules Anton et Bacci du P. « C. » F. (cellules de la Transat), au lendemain du référendum.

Après les actions de grâce rituelles chantant la « défaite du pouvoir personnel », le tract indique de but en blanc :

Le personnel de la « Transat » a conscience du lien étroit qu'il y a entre sa situation et celle du pays, c'est pourquoi il se prononce pour un changement d'orientation nationale.

Le résultat du 27 avril aura des répercussions sérieuses dans notre action contre la liquidation de la « Transat ».

Comment les auteurs du tract peuvent-ils affirmer que le résultat du 27 avril « aura des répercussions », etc. ? La réponse vient toute seule :

Il est indispensable et urgent que les formations de gauche s'entendent pour définir ensemble le contenu de l'orientation à proposer aux français pour notre pays.

Le Parti communiste propose au parti socialiste de se rencontrer pour élaborer un programme commun de gouvernement de la gauche. Dans son contenu les travailleurs des villes et de la campagne, ouvriers, artisans, cadres, commerçants, employés, marins, officiers, etc., doivent trouver les solutions à leurs préoccupations essentielles.

Et voilà ! Depuis tant d'années, les révisionnistes repassent sans cesse le même disque archi-usé. Dans le cas particulier, la candidature de Defferre aura, le lendemain même de la distribution de ce tract, remis le fameux « gouvernement de la gauche unie » à une date ultérieure.

Mais, disent les gars du port, sans cesse plus nombreux, allons plus loin.

En admettant même que l'« union de la gauche » se soit concrétisée et ait été victorieuse, en quoi aurait-elle eu une portée positive sur nos luttes ?

Nous connaissons les liens politiques et familiaux des Defferre et autres Mendès-France avec les patrons de la Transat, de la Mixte ou des Messageries. Nous savons que les patrons négriers du port de Marseille sont amis comme cochons avec Defferre. L'une des plus grosses sociétés d'Accorage du port, la S.O.C.O.M.A., est une entreprise dirigée par les « socialistes » Andrieux, Loo et autres.

Le tract s'intitule : « Pour une victoire complète : UNITE ». Les travailleurs rétorquent : « Unité avec qui, et pour faire quoi ? » et répondent en mettant en pratique le mot d'ordre figurant sur la dernière affiche : « Unité à la base, dans l'action ».

Le comité d'action étend d'ailleurs son action et son audience chaque jour, tant chez les sédentaires et marins des autres compagnies (Messageries Maritimes, etc.), que chez les dockers. Malgré les interdictions fulminées par ses responsables, la base de P. « C. » F. elle-même commence à accepter la discussion avec nos camarades.

Et à faire pression sur les directions syndicales afin d'entreprendre des actions efficaces et résolues. La manifestation organisée en mars, organisée à l'occasion de la visite du directeur de la Transat et dont il est question au début de cet article illustre ce changement qualitatif.

C'est cette unité-là qui est gage de la victoire future sur le capitalisme exploiteur, et non l'« Unité » des politiciens capitalistes et des laquais révisionnistes.

OYONNAX : « SALON DE L'IMPÉRIALISME PATRONAL »

Le 10 mai, le ministre Bettencourt devait venir inaugurer le Salon International des Plastiques. Le 9 mai, des inscriptions sur les murs de mots d'ordre dénonçaient le vrai visage de ce salon : « de nouvelles machines au Salon : cadences infernales pour les travailleurs » ; « S.I.P. : Salon de l'impérialisme patronal ! » ; « nouvelles machines au Salon : surprofits pour les patrons, surtravail pour les ouvriers », etc. La municipalité réussit in extrémis à tout faire effacer avant l'arrivée du ministre (à noter l'évidente « mauvaise volonté » des travailleurs de la ville pour repeindre nos inscriptions).

Le lendemain dimanche, était organisée à l'intérieur du Salon la diffusion du tract ci-joint. Cette diffusion se fit simultanément dans tous les halls d'exposition du Salon, de telle sorte que les flics, bien que prévenus presque immédiatement, ne mirent la main sur aucun militant.

Ce coup porté à la bourgeoisie oyonnaxienne est sans précédent, le P.C.F. ayant toujours considéré ce Salon comme une gloriole locale (le chauvinisme du P. « C. » F. à Oyonnax étant de tradition).

Nous pensons que cette action peut donner des idées à d'autres comités.

« LE PROCES DES GUADELOUPEENS »

19 février - 1^{er} mars 1968)
En vente dans les librairies progressistes et au « Phénix », 70, bd de Sébastopol, Paris (3^e)

(Voir page 7)

RECTIFICATIF

L'adresse de « LYCEE ROUGE », le mensuel destiné aux lycéens, élèves des écoles normales et des collèges d'enseignement technique (0,50 F + frais d'affranchissement) est :

Robert LAFARGUE
Boîte Postale 16
37 - JOUE-LES-TOURS
(et non 35)

Les derniers progrès de la technique servent uniquement à renforcer les profits des patrons. Les machines ultra-perfectionnées nécessitent moins de main-d'œuvre (chômage) et impliquent l'augmentation des cadences, l'abrutissement du travailleur sur sa machine, des accidents plus nombreux : mains estropiées, doigts coupés (pour tenir les cadences, c'est-à-dire toucher la prime de rendement, les ouvriers sont obligés d'ôter les systèmes de sécurité). Au S.I.P. sont exhibées les machines qui écraseront la classe ouvrière.

Les tractations financières sordides qui se font au S.I.P. sont des marchandages, des batailles de requins pour gagner des marchés (parfois, ces marchés s'enlèvent à quelques centimes près, lesquels seront gagnés sur le dos des travailleurs). C'est l'illustration de la concurrence à laquelle se livrent les capitalistes ; pour gagner la course aux profits maximums.

Le S.I.P. est une mascarade à laquelle on convie les ouvriers oyonnaxiens ; cette mascarade est une tentative pour enliver l'esclavage salarié.

Il n'y a pas de compromis possible entre les patrons-négriers et la classe ouvrière. Seule la bataille classe contre classe abolira l'exploitation de l'homme par l'homme.

Comité d'Action Oyonnaxien.

TOURS : FACE A LA « JUSTICE IMPÉRIALE »

Le mardi 13 mai comparait devant le tribunal de simple police de Tours un militant ouvrier marxiste-léniniste qui a quitté le P. « C. » F. lors de l'exclusion de Marty et n'a pas cessé depuis de militer malgré les attaques aussi bien des bourgeois que des révisionnistes.

Motif : Inscription de mots d'ordre anti-impérialistes lors de la venue de Nixon à Paris.

Sous l'impulsion des M.-L., le C.A. U.N.E.F. décida d'aller soutenir le camarade dans la salle d'audience.

Aux accusations portées contre lui et aux 48 heures de prison avec sursis qui lui furent infligées, le camarade répliqua en dénonçant les fauteurs de guerre, l'impérialisme américain ainsi que la justice bourgeoise et termina en criant « vive le socialisme », « vive le marxisme-léninisme ».

L'arrestation arbitraire et illégale de militants étudiants, leur inculpation illégale également est une nouvelle preuve pour les M.-L. de la fascisation du régime. A l'époque où la bourgeoisie entend mener sa campagne pour les présidentielles dans l'ordre et le calme, sous le masque de la démocratisation, sa police et sa justice violent sa propre légalité pour réprimer les militants révolutionnaires.

Ci-joint des extraits du tract du Comité d'Action U.N.E.F. de Paris, qui tire le bilan de cet acte :

Deux camarades à l'hôpital, une demi-douzaine de camarades au commissariat ; menaces, fiches anthropométriques, manœuvres d'intimidation, interrogatoire, pour finir inculpation (motif invoqué : désordre dans une salle d'audience).

Quand notre camarade dénonce la guerre impérialiste du Viêt-nam, il est dénoncé et inculpé.

Quand nous le soutenons dans sa lutte on nous envoie les flics.

Que signifient ces faits ?

L'Etat français par ses juges et par ses policiers se déclare dans les faits complice de l'impérialisme américain.

— La provocation est venue de la police : s'il n'y avait pas eu d'intervention policière aucun incident n'aurait eu lieu. Les policiers ont frappé les militants alors qu'ils avaient observé le plus grand calme pendant l'audience.

— Après la tentative de renforcement du pouvoir d'Etat par une certaine « régionalisation », les déclarations de Marcellin et de Jeanneney, le renforcement de la police (matériel, effectifs), les déclarations récentes d'Edgar Faure, s'il le faut les examens se passeront avec un policier derrière chaque étudiant. De plus en plus la répression s'abat sur un nombre croissant de militants qui attaquent la bourgeoisie et ses alliés.

Dans ses juges la bourgeoisie trouve le moyen de les condamner ; dans sa police le moyen de les réprimer.

A bas l'impérialisme américain et ses complices.

F.N.L. vainqueur.

Non à l'Etat policier !

A bas la justice bourgeoise !

Comité d'Action U.N.E.F.

APRES LES GREVES DES CHEMINOTS DU SUD-OUEST A LIMOGES

En excluant un jeune militant des plus actifs les dirigeants de la C.G.T. font œuvre de diviseurs de la classe ouvrière.

Un de nos lecteurs, cheminot au dépôt de Limoges, vient de nous donner communication d'un important dossier relatif à son exclusion de la C.G.T. récemment imposée dans des conditions complètement étrangères au respect des Statuts de la Confédération ainsi qu'au simple respect de l'honnêteté et de la morale prolétarienne.

Ce dossier est riche d'enseignements, il constitue une arme de combat pour dénoncer les réformistes qui font œuvre active de diviseurs de la classe ouvrière, pour le plus grand profit du pouvoir de la bourgeoisie et de son état répressif au service des groupes monopolistes.

Mais son importance est telle que nous ne pouvons en publier tous les éléments dans un seul numéro de notre journal. Aussi nous limiterons nous à présenter les principaux documents qui le constituent dans plusieurs numéros successifs.

Voici donc aujourd'hui le texte de la lettre que ce militant a envoyée le 25 avril dernier au Bureau syndical C.G.T. des cheminots de Limoges. Elle constitue en quelques sortes l'exposé des faits sur lesquels nous pourrions ensuite publier précisions et documents explicites. Mais, par-delà ce simple exposé, elle est caractéristique de la haute dignité d'un militant ouvrier face aux basses manœuvres et aux dénonciations provocatrices dont il est la victime. Nos lecteurs peuvent y rechercher un mot de vaine colère ou d'injure, ils ne le trouveront pas. Soulignons même que ce militant victime d'une odieuse mesure bureaucratique des bonzes réformistes conserve son sang-froid au point de ne parler que d'une « erreur » commise par ceux qui signent « le bureau syndical ».

Sans doute les circonstances ne sont-elles pas encore comparables entre l'époque de la Résistance aux nazis et celle que vit actuellement notre classe ouvrière dans sa lutte révolutionnaire contre l'état des monopoles et ses serviteurs. Il n'empêche que nous ne pouvons nous empêcher de penser, devant sa fière attitude prolétarienne, que notre lecteur cheminot de Limoges, qui n'était sans doute qu'un tout jeune enfant en 1942, est aujourd'hui l'un de ces hommes auxquels s'adressait le 7 mars 1942, par delà même sa propre génération, le secrétaire général de la Fédération nationale des Cheminots C.G.T., quelques instants avant d'être fusillé. Pierre Sémard écrivait en effet :

« ... Ma dernière pensée est avec vous, camarades de lutte, avec tous les membres de notre Parti, avec tous les Français patriotes, avec les héroïques combattants de l'Armée rouge et son chef le grand Staline... Dites à mes amis les cheminots qu'ils ne fassent rien qui puisse aider les nazis. Les cheminots me comprendront, ils m'entendront, ils agiront ! J'en suis convaincu. Adieu, chers amis, l'heure de mourir est proche. Mais je sais que les nazis qui vont me fusiller sont déjà des vaincus, et que la France saura poursuivre le bon combat... »

Le jeune cheminot de Limoges que les bonzes réformistes viennent d'exclure est justement de ceux qui n'ont pas oublié ni trahi le grand Staline. Nous ne doutons pas qu'il est aussi de ceux qui sauront poursuivre le bon combat !

H.R.

Limoges, le 25 avril 1969

Aux Membres du Bureau Syndical C.G.T. des Cheminots de Limoges,

Par ses statuts, la C.G.T. se doit d'être un syndicat prolétarien et des plus démocratiques. Voilà plus de 10 ans que je suis entré dans les rangs de cette organisation pour rejoindre mes aînés ; j'avaux alors 17 ans, afin d'apporter ma part de lutte à l'immense mouvement ouvrier en qui je ne pouvais manquer d'une confiance et d'une admiration certaine. J'espère avoir toujours tenu les responsabilités auxquelles mes camarades me désignaient ; que ce soit mineur-ouvrier (commission des jeunes) ou au dépôt de Limoges (membre du bureau). Mais l'objet de cette lettre n'est pas de revenir sur mon passé, mais bien de traiter du présent qui est d'une grande importance dans la crise actuelle du syndicalisme.

Ainsi me voilà exclu de la C.G.T. ; de cette C.G.T. pour qui je n'ai jamais refusé quoi que ce soit et qui dans bien des cas m'a apporté plus de répression patronale que de satisfactions personnelles. Mais tel doit être le rôle d'un syndicaliste face à la lutte des classes : ceci je l'avaux accepté.

Aujourd'hui, c'est face à mes anciens camarades de combat que je dois lutter pour démonter ce tas de calomnies insensées que vous vous faites l'honneur de colporter en public. Vous essayez de me présenter comme un anti-C.G.T. et savez que cela est mensonge. Je n'ai jamais critiqué le syndicat en tant qu'organisation, mais je me suis élevé chaque fois que les décisions prises par la C.G.T. étaient contraires au syndicalisme et au centralisme démocratique que vous avez oublié au profit des « mots d'ordre » venant du sommet. Je n'ai fait qu'appliquer ce que l'organisation m'a appris voilà quelques années et ceci vous ne pouvez le nier. En critiquant les décisions et les directives venant d'un état-major réformiste et bureaucratique, je n'ai fait que preuve de respect pour les statuts qui veulent faire de notre syndicat une organisation prolétarienne. Certes ! J'avaux le droit d'émettre mes critiques et mes suggestions à l'intérieur du syndicat (théoriquement) mais que pouvaient-elles apporter de constructif quand les membres les plus responsables se refusaient à respecter toute initiative venant de la base (grève de mai-juin 68). A quoi pouvait aboutir une idée lancée à l'intérieur du syndicat quand même qu'elle soit acceptée, son application ne se verra jamais (congrès en janvier 1969 du syndicat de Limoges qui a adopté la résolution de consulter la base avant de prendre toute décision. Est-ce que ce fut le cas pour la grève du 11 mars ?).

Quand aux calomnies dont vous vous gargarisez sans cesse, les plus conscients et les plus honnêtes du syndicat savent que cela fut une machination grotesque pour m'exclure. Le fait de présenter une pétition à chaque syndiqué, accompagnée d'accusations écrites ou verbales, démontre bien la tactique employée afin de m'interdire ainsi de m'expliquer et de me défendre aux yeux de tous. Présenter cette pétition est contraire aux statuts.

Je n'ai jamais distribué de papier « montrant la C.G.T. assassinant la classe ouvrière » ! Le tract mis en question, condamne la décision anti-syndicale et anti-démocratique du « Comité de grève (Intersyndical) face à la volonté des 1 008 cheminots décidés à poursuivre l'action. Ce fut et je le répète un vrai « coup de poing

dans le dos des travailleurs en lutte ». Le dessin résumait effectivement la fin des grèves de mai-juin 68. Il était question « de tous les syndicats unanimes » comme le disait le tract que vous avez signé pour obliger les cheminots à la reprise. Si la C.G.T. a joué un rôle actif dans le sabotage de cette grève, c'est à vous qu'il faut vous en prendre !...

Il m'a été reproché dans un tract du P. « C. » F. des cheminots qui prend votre défense, je cite... « les gauchistes, dans un tract distribué la veille des élections professionnelles, reprennent le mot d'ordre du syndicat gaulliste : pas une voix à la C.G.T. ». Mensonge ! Vous avez reconnu vous mêmes que la source de ce papier émanait visiblement de provocateurs du style C.D.R. Alors pourquoi continuer à porter cette accusation ?... Tout simplement parce que vous savez qu'il n'était pas possible de m'exclure en vous servant de confrontations et de discussions franches et loyales sans dévoiler la sale besogne que certains réformistes ont provoquée dans le syndicat. Statutairement vous avez perdu et vous le savez.

A présent, pour conclure, il me faut répondre à l'accusation la plus grave qui m'est portée dans « Cheminot Limousin ». Que votre journal lutte contre le patronat c'est son rôle, contre une idée ou une organisation c'est normal et même utile, la polémique est une arme au service des ouvriers. Par contre, se servir d'article pour faire de la dénonciation, le style ne peut que faire appeler le tract des C.D.R. comme aux P.T.T. afin de nuire à un ou plusieurs travailleurs. Mon nom est utilisé plusieurs fois et ceci pour colporter des accusations graves, ridicules et sans fondement. Je n'ai jamais appelé à des actions provocatrices (relire le tract du Comité d'action).

Par contre, grâce à vous, vous, mes camarades de travail, me voici à présent dénoncé comme un provocateur, un activiste qui aurait appelé à des actions sévèrement condamnées par la loi. Ignorez vous que votre journal est remis à plusieurs exemplaires aux archives de la préfecture, du patronat, etc., et que du même coup vous me dénoncez à toutes sortes de répression, alors que vous connaissez ma situation vis-à-vis de ces répressions.

Dois-je conclure que c'est le but que vous recherchez ?... Est-ce cela la démocratie avancée ? J'espère que les camarades les plus honnêtes du syndicat auront compris l'énorme erreur que vient de commettre celui ou ceux qui signent « le bureau syndical ».

Pour ma part, je n'ai pas de rancune ; s'il s'agit de camarades trompés ou inconscients de la faute commise, ils auront compris où veulent les entraîner les réformistes infiltrés dans le syndicat. S'il s'agit d'ennemis de la classe ouvrière, alors je continuerai à les combattre comme des alliés du pouvoir, car tel est le résultat de leur sale besogne.

Je vous signale par l'occasion qui m'est donnée de vous écrire, que personne à ce jour ne m'a prévenu personnellement que je suis exclu de la C.G.T. ; est regrettable que vos calomnies soient portées en public avant de les formuler au principal intéressé.

Cette lettre étant une réponse à votre article du « Cheminot Limousin » je me réserve le droit de la diffuser à la connaissance des travailleurs pour information.

Recevez, Camarades, mes amitiés syndicalistes. (à suivre.)

Abonnez-vous...

abonnement ordinaire : 40 F par an
abonnement de soutien : 80 F par an

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom

Prénom

Adresse

Adresser ce bulletin accompagné de son montant en timbres poste ou mandat-lettre à :
« L'HUMANITÉ ROUGE »

C.C.P. 30226-72 LA SOURCE Boîte Postale 134 - Paris - 20

(Suite de la première page)

— fait un anti-communisme virulent, en faisant tirer sur les ouvriers, lors de grandes grèves de 47-48-53,

— menés des guerres impérialistes (Indochine, Algérie),

— appelé De Gaulle au pouvoir. Voilà ce que le P. « C. » F. appelle « gauche », voilà avec qui le P. « C. » F. veut instaurer le socialisme.

Pour arriver à cette soi-disant alliance avec la « gauche », le P. « C. » F., brade les luttes politiques et économiques des ouvriers et Duclos en tant que dirigeant du P. « C. » F. a pris une part active à cette politique de collaboration de classe anti-marxiste-léniniste, anti-prolétarienne.

LENINE marque au fer rouge ces traîtres. « Seuls les scélérats ou des nigauds peuvent croire que le prolétariat doit d'abord conquérir la majorité ; en participant aux votes effectués sous le joug de la bourgeoisie, sous le joug de l'esclavage salarié, et après seulement conquérir le pouvoir. C'est le comble de la stupidité ou de l'hypocrisie ; c'est remplacer la lutte de classe et la révolution par des votes, sous l'ancien régime, sous l'ancien pouvoir. »

(Salut aux communistes italiens, français, allemands.)

Pour cela, le Conseil ouvrier de la R.N.U.R. appelle à s'abstenir, appelle à intensifier la lutte contre les exploités au niveau de l'usine, que cette lutte, ne soit pas seulement économique, mais politique, pour que cette lutte prépare la volonté indomptable de la classe ouvrière de France, d'en finir pour toujours avec l'exploitation de l'homme par l'homme et d'instaurer par la force des armes, empoignées par les ouvriers, les paysans pauvres et les intellectuels révolutionnaires, la dictature du prolétariat, la seule et véritable démocratie des ouvriers, qui exercera leur dictature sur les exploités privés de leurs moyens de productions.

Nous ne voterons pas pour la droite !

Ni Pompidou ! Ni Poher !

Nous ne voterons pas pour la fausse gauche réformiste !

Ni Defferre ! Ni Rocard !

Nous ne voterons pas pour DUCLOS !

Et évidemment pas pour le petit bourgeois insignifiant Krivine !

Refusons de prendre part à cette farce !

Intensifions la lutte de classes.

(Extrait de « Combat ouvrier », Conseil ouvrier R.N.U.R.)

RAPPORT DE LIN PIAO AU CONGRÈS DU P. C. C. (Présenté le 1^{er} avril et adopté le 14 avril 1969) SUITE et FIN des N^{os} 11 et 12

Depuis l'accession au pouvoir de Brejnev, la clique des renégats révisionnistes soviétiques a vu sa baguette devenir de plus en plus inopérante et les difficultés intérieures et extérieures s'aggraver de jour en jour, aussi pratique-t-elle avec une frénésie redoublée le social-impérialisme et le social-fascisme. A l'intérieur, elle intensifie la répression à l'endroit du peuple soviétique et accélère la restauration du capitalisme dans tous les domaines. A l'extérieur, elle renforce sa collusion avec l'impérialisme américain, intensifie la répression de la lutte révolutionnaire des peuples des différents pays, resserre son contrôle sur divers pays est-européens et la République populaire de Mongolie, et intensifie l'exploitation de ces pays, elle s'acharne à disputer le Moyen-Orient et d'autres régions à l'impérialisme américain et accentue sa menace d'agression contre notre pays. L'envoi de centaines de milliers de ses soldats pour occuper la Tchécoslovaquie et sa provocation armée dans l'île Tchénpaou, territoire chinois, sont deux grotesques exhibitions montées récemment par cette clique. Essayant de justifier ses actes d'agression et de pillage, elle prône les théories de la « souveraineté limitée », de la « dictature internationale » et de la « communauté socialiste ». Quel est donc le sens de toutes ces absurdités ? Tout simplement que votre souveraineté est « limitée » tandis que la sienne est sans limites. Vous ne voulez pas obéir ? Alors elle vous soumet à une « dictature internationale », c'est-à-dire une dictature qui s'exerce sur les peuples des différents pays, afin de constituer une « communauté socialiste » dominée par les nouveaux tsars, autrement dit, des colonies du social-impérialisme, à l'image de « nouvel ordre européen » de Hitler, de la « sphère de co-prospérité de la Grande Asie orientale » des militaristes japonais et de la « communauté du monde libre » des Etats-Unis. Lénine a stigmatisé les renégats de la II^e Internationale en ces termes : « ... socialisme en paroles, impérialisme dans les faits, transformation de l'opportunisme en impérialisme ». (Œuvres complètes de Lénine, tome 29, p. 458 de l'édition chinoise). Aujourd'hui, cela s'applique au ne peut mieux à la clique des renégats révisionnistes soviétiques composée d'une poignée de responsables engagés dans la voie capitaliste. Nous sommes fermement persuadés que le prolétariat et les masses populaires soviétiques, riches d'une glorieuse tradition révolutionnaire, se dresseront pour renverser cette poignée de renégats. Le président Mao a indiqué : L'Union soviétique fut le premier Etat socialiste, et son Parti communiste, le parti créé par Lénine. Bien que la direction du Parti et de l'Etat soviétique soit à présent usurpée par les révisionnistes, je conseille aux camarades d'avoir la ferme conviction que le peuple soviétique, la grande masse des membres du Parti et des cadres sont bons et veulent la révolution, et que la domination du révisionnisme ne sera pas de longue durée. »

Les incidents créés de toutes pièces par le gouvernement soviétique en lançant des agressions armées contre l'île chinoise Tchénpaou ont attiré l'attention du monde entier sur la question de frontière sino-soviétique. Celle-ci, comme les autres questions de frontière entre la Chine et ses voisins, a été léguée par l'histoire. Notre parti et notre gouvernement ont toujours préconisé de mener des négociations par la voie diplomatique, afin d'apporter un règlement juste et raisonnable à ces problèmes. En attendant, le statu quo doit être maintenu à la frontière pour éviter tout conflit. Conformément à ce principe, la Chine a réglé de façon satisfaisante les questions de frontière avec ses voisins comme la Birmanie, le Népal, le Pakistan, la République populaire de Mongolie, l'Afghanistan et d'autres pays. Seuls, les problèmes de frontière avec l'Union soviétique et l'Inde n'ont pu être résolus à ce jour.

En ce qui concerne la frontière sino-indienne, le gouvernement chinois entra à maintes reprises en négociation avec le gouvernement indien. Mais le gouvernement réactionnaire de l'Inde, reprenant à son compte la politique d'agression de l'impérialisme britannique, voulut non seulement nous faire admettre la « ligne McMahon », ligne illégale que même les gouvernements réactionnaires de l'ancienne Chine avaient refusé de reconnaître, mais tenta encore d'occuper la région d'Aksai Chin que la Chine a toujours eue sous sa juridiction. Il provoqua ainsi la rupture des négociations. Cela, tout le monde le sait.

La question de frontière sino-soviétique est due à l'agression de l'impérialisme tsariste russe contre la Chine. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, alors que les peuples chinois et russe étaient privés de tout pouvoir, le gouvernement tsariste, se livrant à l'agression impérialiste pour démembrer la Chine, imposa à notre pays une série de traités inégaux et l'amputa de vastes étendues de son territoire ; de plus, franchissant en de nombreux endroits la ligne frontière déterminée par ces traités iniques, il mit encore la main sur d'autres territoires de la Chine. Ces actes de brigandages furent flétris avec indignation par Marx, Engels et Lénine. Le 27 septembre 1920, le gouvernement des Soviets dirigé par le grand Lénine proclama solennellement qu'il « déclare nuls et non avenue tous les traités conclus par les anciens gouvernements russes avec la Chine, renonce à tous les territoires arrachés à la Chine ainsi qu'à toutes les concessions russes en Chine, et restitue à la Chine, sans contrepartie et pour toujours, tout ce que le gouvernement tsariste et la bourgeoisie russe lui ont pris avec rapacité. » (Voir La Déclaration adressée au gouvernement chinois par le gouvernement de la République socialiste fédérative soviétique russe). Du fait des conditions historiques de l'époque, cette politique prolétarienne de Lénine n'a pas pu être mise en œuvre.

Conformément à sa position conséquente sur les problèmes de frontière, le gouvernement chinois prit l'initiative de proposer au gouvernement soviétique, à deux reprises, le 22 août et le 21 septembre 1960, d'entamer des négociations pour régler le problème de frontière sino-soviétique. En 1964, les pourparlers entre les parties chinoise et soviétique débutèrent à Pékin. Désireux de préserver l'amitié révolutionnaire entre les deux peuples, nous proposâmes de résoudre ce problème sur la base des traités relatifs à la frontière sino-soviétique actuelle, en dépit du caractère inique de ces traités imposés par les tsars au peuple chinois. Mais la clique des renégats révisionnistes soviétiques, trahissant la politique prolétarienne de Lénine, persista dans sa position social-impé-

rialiste et néo-tsariste et refusa de reconnaître ces traités comme des traités inégaux ; elle alla jusqu'à insister pour que la Chine reconnaisse comme possessions soviétiques les territoires chinois qu'elle avait occupés ou cherchait à occuper, en violation desdits traités. Cette position du gouvernement soviétique dictée par le chauvinisme de grande puissance et le social-impérialisme fit échouer les négociations.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Brejnev, la clique des renégats révisionnistes soviétiques s'est employée de plus belle à compromettre le statu quo à la frontière et n'a cessé d'y provoquer des incidents, au cours desquels des pêcheurs et des paysans sans armes de notre pays ont été tués, et de porter atteinte à notre souveraineté. Dernièrement, elle a multiplié ses agressions armées contre l'île Tchénpaou, territoire chinois. Poussés à bout, nos gardes-frontières, en état de légitime défense, ont riposté et infligé aux agresseurs un châtement mérité, défendant ainsi victorieusement le territoire sacré de notre pays. Pour se tirer d'embarras, Kossyguine a demandé, le 21 mars, à entrer en communication téléphonique avec nos dirigeants. Le 22 mars, notre gouvernement lui répondait par un memorandum qu'« étant donné l'état actuel des rapports entre la Chine et l'Union soviétique, le recours au téléphone pour entrer en communication n'est plus indiqué. Si le gouvernement soviétique a quelque chose à dire, il est prié de s'adresser officiellement au gouvernement chinois par la voie diplomatique ». Le 29 mars, le gouvernement soviétique a publié une déclaration où il s'obstine dans son attitude d'agresseur tout en faisant savoir qu'il est disposé à reprendre les « consultations ». Notre gouvernement envisage d'y donner une réponse.

La politique extérieure de notre parti et de notre gouvernement est conséquente. Elle consiste à développer, selon le principe de l'internationalisme prolétarien, des relations d'amitié, d'entraide et de coopération avec les pays socialistes ; à soutenir la lutte révolutionnaire de tous les peuples et nations opprimés ; à œuvrer en faveur de la coexistence pacifique entre les pays à systèmes sociaux différents, sur la base des cinq principes, à savoir : respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques, coexistence pacifique, et à lutter contre la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme. Notre politique extérieure prolétarienne n'est pas subordonnée à des raisons de convenance temporaire ; nous l'appliquons depuis longtemps et sans défaillance. C'est ainsi que nous avons agi dans le passé, et que nous continuerons d'agir à l'avenir.

Nous considérons depuis toujours que les affaires intérieures d'un pays doivent être réglées par le peuple de ce pays. Les pays ou partis, qu'ils soient grands ou petits, doivent établir leurs relations réciproques sur les principes d'égalité et de non-ingérence dans les affaires intérieures. Pour sauvegarder ces principes marxistes-léninistes, le Parti communiste chinois a longuement combattu l'odieuse chauvinisme de grande puissance de la clique des renégats révisionnistes soviétiques ; cela personne ne l'ignore. Cette clique parle à tout bout de champ de « partis frères » et de « pays frères », alors qu'en réalité elle se considère comme parti père et se conduit comme un nouveau tsar qui se permet d'occuper à sa guise le territoire d'autres pays. Non content de mener des activités de sape et de subversion contre le Parti communiste chinois, le Parti du Travail d'Albanie et d'autres partis marxistes-léninistes authentiques, elle se montre féroce vis-à-vis de tout parti et de tout pays de sa prétendue « communauté socialiste », lorsque ceux-ci se permettent d'avoir des opinions tant soit peu différentes des siennes ; pour cela, elle ne recule devant aucun moyen : répression, sabotage, subversion et même envoi de troupes pour occuper ses « pays frères » et rapt des membres de ses « partis frères ». Ces actes de banditisme fascistes la vouent à une ruine inéluctable.

8. - Que tout le parti s'unisse, que tout le peuple s'unisse pour remporter de plus grandes victoires

Le IX^e Congrès du Parti se tient à un moment important du développement de l'histoire de notre parti, à un moment important de la consolidation et du développement de la dictature du prolétariat dans notre pays, à un moment important du développement du mouvement communiste international et de la révolution mondiale. Nos délégués comprennent des révolutionnaires prolétariens de la vieille génération, et aussi une grande proportion de sang nouveau. Il n'y a jamais eu aux précédents congrès du Parti autant d'ouvriers de l'industrie, de paysans pauvres et moyens-pauvres et de femmes que cette fois-ci. Parmi les délégués venus de l'Armée populaire de Libération figurent des vétérans de l'Armée rouge et des nouveaux combattants. Les délégués venus de la Garde rouge participent pour la première fois à un congrès du Parti. Que tant de délégués des quatre coins du pays soient venus à Pékin, auprès de notre grand dirigeant, le président Mao, discuter et décider ensemble des affaires importantes du Parti et de l'Etat est une preuve que notre congrès est un congrès empreint de dynamisme, un congrès de l'unité et de la victoire.

Le président Mao nous a enseigné : « L'unification de notre pays, l'unité de notre peuple et l'union de toutes nos nationalités sont les garanties fondamentales de la victoire certaine de notre cause. » A travers la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, sous la conduite du grand drapeau rouge de la pensée-maotsétoung, notre patrie est devenue plus unie que jamais, et notre peuple est parvenu à réaliser une grande union révolutionnaire sur l'échelle la plus large. Cette grande union est dirigée par le prolétariat, elle est basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans ; elle englobe les différentes nationalités sœurs, les démocrates patriotes qui, depuis longtemps, apportent une contribution utile à la révolution et à l'édification de la patrie, les Chinois patriotes résidant à l'étranger et ceux de Honkong et de Macao, nos concitoyens patriotes de Taïwan, qui vivent sous l'oppression et l'exploitation des réactionnaires américano-tchiang-kaïchistes, ainsi que tous ceux qui soutiennent le socialisme et aiment notre patrie socialiste. Nous sommes per-

L'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique cherchent constamment à « isoler » la Chine, c'est un honneur pour notre pays. Leur opposition rageuse à la Chine ne peut nous causer le moindre tort, elle incite au contraire notre peuple à œuvrer à la puissance et à la prospérité du pays dans un esprit d'indépendance et d'autonomie et en comptant sur ses propres forces, et de plus, elle prouve au monde entier que la Chine a établi une nette ligne de démarcation entre elle-même et l'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique. Aujourd'hui, ce n'est pas l'impérialisme, le révisionnisme et la réaction qui décident du sort du monde, mais le prolétariat et les peuples révolutionnaires. Dans différents pays, les partis et groupements marxistes-léninistes authentiques, composés d'éléments avancés du prolétariat, constituent des forces nouvelles qui voient s'ouvrir devant elles un avenir plein de promesses. Le Parti communiste chinois est décidé à s'unir et à lutter avec eux. Nous soutenons résolument la lutte du peuple albanais contre l'impérialisme et le révisionnisme ; nous soutenons résolument le peuple vietnamien dans la poursuite de sa guerre de résistance jusqu'au bout contre l'agression américaine, pour le salut national ; nous soutenons résolument la lutte révolutionnaire des peuples du Laos, de Thaïlande, de Birmanie, de Malaisie, d'Indonésie, de l'Inde, de Palestine, et d'autres pays et régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ; nous soutenons résolument la juste lutte menée aux Etats-Unis par le prolétariat, les étudiants et les masses afro-américaines contre la clique dirigeante de leur pays ; nous soutenons résolument la juste lutte du prolétariat et des autres travailleurs de l'Union soviétique pour renverser la clique des renégats révisionnistes soviétiques ; nous soutenons résolument la juste lutte du peuple de Tchécoslovaquie et des autres pays contre le social-impérialisme révisionniste soviétique ; nous soutenons résolument la lutte révolutionnaire du peuple japonais et des peuples des pays d'Europe occidentale et d'Océanie ; nous soutenons résolument la lutte révolutionnaire des peuples du monde entier ; nous soutenons résolument toute juste lutte menée contre l'agression et l'oppression de l'impérialisme américain et du révisionnisme soviétique. Que tous les pays et peuples, victimes de l'agression, du contrôle, de l'intervention et des vexations exercées par l'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique, s'unissent et forment le front uni le plus large pour abattre nos ennemis communs !

Nous ne devons en aucun cas relâcher notre vigilance révolutionnaire du fait de la victoire, ni sous-estimer le danger du déclenchement d'une guerre d'agression de grande envergure par l'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique. Nous devons être pleinement préparés ; être préparés à ce qu'ils déclenchent une guerre de vaste envergure, à ce qu'ils déclenchent une guerre à bref délai ; être préparés à ce qu'ils déclenchent aussi bien une guerre conventionnelle qu'une grande guerre nucléaire. Bref, tenons-nous prêts. Le président Mao a dit il y a longtemps : « Si on ne nous attaque pas, nous n'attaquerons pas, mais si on nous attaque, nous contre-attaquerons ». S'ils veulent absolument se battre, nous leur tiendrons compagnie jusqu'au bout. C'est par la guerre que la révolution chinoise a triomphé. Armés de la pensée-maotsétoung et trempés par la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, le peuple chinois, fort de centaines de millions d'hommes, et l'Armée populaire de Libération de Chine, pleinement confiants en la victoire, sont décidés à libérer Taïwan, leur territoire sacré, et à anéantir résolument, radicalement, intégralement, totalement tout agresseur qui oserait venir nous attaquer !

Notre grand dirigeant, le président Mao, a indiqué : « Le révisionnisme soviétique et l'impérialisme américain ont commis dans leur collusion tant de méfaits et d'infamies que les peuples révolutionnaires du monde ne les laisseront pas impunis. Les peuples du monde se dressent. Une nouvelle période historique de d'ores et déjà commencé, celle de la lutte contre l'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique. » Que la guerre provoque la révolution ou que la révolution conjure la guerre, les impérialistes américains et les révisionnistes soviétiques n'en ont plus pour longtemps ! Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! Proletaires de tous les pays, peuples et nations opprimés du monde, unissez-vous ! Enterrons l'impérialisme américain, le révisionnisme soviétique et leurs laquais !

suadés qu'après ce congrès, toutes les nationalités du pays, sous la direction du président Mao, notre grand dirigeant, s'uniront plus étroitement encore et remporteront des victoires encore plus grandes dans la lutte contre leurs ennemis communs et dans l'édification d'une patrie socialiste puissante.

Le président Mao a dit en 1962 : « L'époque dans laquelle nous entrons et qui s'étendra sur une cinquantaine, voire une centaine d'années, sera une grande époque. Elle verra un changement radical du système social à l'échelle mondiale ; ce sera une époque de grands bouleversements, une époque sans pareille dans l'histoire. A une telle époque, nous devons être prêts à engager des luttes grandioses qui, à bien des égards, différeront des formes de lutte qui avaient eu cours dans le passé. » Cette magistrale et pénétrante prévision du président Mao nous éclaire dans notre marche en avant et encourage tous les marxistes-léninistes authentiques dans leur lutte héroïque pour la réalisation de l'idéal grandiose du communisme.

Que tout le Parti s'unisse, que tout le peuple s'unisse, qu'ils portent haut levé le grand drapeau rouge de la pensée-maotsétoung, s'arment de résolution, ne reculent devant aucun sacrifice, surmontent toutes les difficultés pour remporter la victoire !

Vive la grandiose victoire de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne !

Vive la dictature du prolétariat !

Vive le IX^e Congrès du Parti !

Vive le grand, glorieux et juste Parti communiste chinois !

Vive le grand marxisme, le grand léninisme, la grande pensée-maotsétoung !

Vive le président Mao, notre grand dirigeant, qu'il vive longtemps, très longtemps !

A PARAÎTRE PROCHAINEMENT :

- les statuts du P.C.C. ;
- un article sur l'importance politique du rapport de Lin Piao ;
- et le mouvement étudiant de Shanghai (1945-49).

LE PEUPLE LIBANAIS SOLIDAIRE DE LA RÉVOLUTION PALESTINIENNE



La crise libanaise ouverte en fait par le raid israélien du 28 décembre 1968 sur l'aérodrome de Khaldé vient de connaître durant les dernières semaines des rebondissements spectaculaires : manifestations ouvrières et étudiantes de soutien à la lutte du peuple palestinien, répression meurtrière de l'armée libanaise, qui, à défaut d'efficacité face à l'expansionnisme sioniste, prouve au moins qu'elle sait « tirer dans le tas » lorsqu'elle a devant elle ses propres concitoyens désarmés... Cette répression a provoqué la chute du gouvernement Rachid Karamé le 23 avril dernier, mais celui-ci reste pratiquement en place, faute d'équipe de rechange. C'est donc lui qui porte la responsabilité des affrontements sanglants qui se produisent actuellement à proximité de la frontière israélienne, entre patriotes palestiniens et armée libanaise. Quels sont donc ces politiciens « démocrates » et « modérés », qui prennent la responsabilité de faire couler le sang arabe alors que les bandes sionistes occupent de vastes territoires arabes ; Ces politiciens pour lesquels le ministre gaulliste Gorse s'est « jeté à l'eau au point de déclarer récemment que « la France ne resterait pas indifférente, en cas d'agression contre le Liban ».

DE L'EMPIRE OTTOMAN AU MANDAT ET A L'INDEPENDANCE

Au temps de la domination ottomane, la France « protectrice des chrétiens d'Orient », bénéficiait, aux termes du statut des « Capitulations », d'avantages commerciaux, consulaires et culturels divers. L'influence de l'impérialisme français est donc ancienne dans cette région.

En 1916, lorsque l'Empire Ottoman, allié de l'Allemagne donna des signes d'effondrement, les puissances de l'Entente se mirent d'accord pour le partage ultérieur de ses dépouilles. C'est ce qu'on connaît sous le nom d'Accords Sykes-Picot, aux termes desquels la Syrie et le Liban seraient placés sous domination française, la Palestine et la Mésopotamie sous domination britannique.

D'autres clauses concernaient la Grèce et la Russie. Mais la victoire de la Révolution d'octobre 1917 en Russie eut pour conséquence la dénonciation par les bolcheviks de ces accords de rapine.

Par ailleurs la victoire de Mustafa Kamal mis fin au rêve d'un empire grec de Corfou au Taurus. Restait donc les clauses concernant le Levant arabe.

Après bien des intrigues et des années de troubles dus aux rivalités anglo-françaises, les Français assurèrent leur influence sur la Syrie et le Liban, en s'alliant à la bourgeoisie et à certains féodaux de ces pays. En ce qui concerne le Liban, le pays fut structuré sur la base des communautés confessionnelles. Il y a, au Liban, environ 50 % de chrétiens et autant de musulmans, divisés les uns et les autres en un nombre important de sectes.

Les deux plus puissantes, celles dont proviennent les dirigeants du pays sont les chrétiens maronites et les musulmans sunnites.

Cette division du pays selon des critères religieux favorise l'emprise des éléments bourgeois et féodaux sur leurs communautés respectives, et dresse un obstacle au combat uni du peuple libanais contre la bourgeoisie locale et ses maîtres impérialistes. L'indépendance du Liban, acquise en 1944 n'a fait que confirmer ces structures théocratiques.

L'APPARITION

DE L'IMPERIALISME YANKEE

Nous avons vu comment la jeune Union soviétique avait dénoncé, face au monde, les accords de rapine Sykes-Picot. Mais les rivaux-complices anglais et français n'allaient pas rester longtemps seuls. L'impérialisme américain s'implanta au Moyen-Orient dès les années 1930, notamment à la faveur de sa participation à l'exploitation du pétrole irakien.

Notons à ce sujet que les pipes-lines de l'Irak Petroleum Company aboutissent à trois ports du Levant : Haïfa (Israël), Tripoli (Liban) et Banyas (Syrie). Ceci explique l'intérêt croissant de l'impérialisme américain pour cette région (d'autant qu'après 1948, le pipe-line d'Haïfa fut coupé par les arabes en état de guerre avec Israël).

A la faveur de l'effondrement de l'empire colonial français, à partir de 1945, une partie de la bourgeoisie libanaise se ralliait à l'impérialisme américain. Ils avaient pour chefs de file les grands bourgeois réactionnaires Camille Chamoun, Raymond Eddé, Pierre Gemayel.

Leur ligne politique pouvait se caractériser ainsi :
— prééminence de la bourgeoisie chrétienne maronite ;
— distension des liens avec la France ;
— hostilité aux mouvements révolutionnaires arabes ;
— recherche d'un *modus vivendi* reconnaissant le fait accompli sioniste en Palestine ;

— adhésion à un pacte anti-soviétique et anti-populaire du Moyen-Orient, qui, outre les pays du Pacte de Bagdad (Turquie, Irak, Iran, Pakistan) aurait englobé le Liban, la Jordanie, l'Arabie Séoudite, etc., et ultérieurement l'Égypte et la Syrie).

La bourgeoisie musulmane et une partie de la bourgeoisie chrétienne s'opposèrent à cette manière de voir, pour des raisons de divergences d'intérêts et aussi parce qu'elles pensaient que la politique de Chamoun-Gemayel-Eddé se heurterait à une opposition populaire insurmontable.

L'EXPLOSION DE 1958

C'est en effet ce qui se produisit. En juillet 1958, Chamoun, qui était Président de la République, décida, à l'instigation des U.S.A., et malgré l'hostilité des masses, de solliciter un nouveau mandat présidentiel. Il en résulta une insurrection généralisée.

Par ailleurs, au même moment une révolution populaire et militaire vidait du pouvoir le fantoche britannique Noury Saïd et la dynastie Hachémite d'Irak. Les chefs réactionnaires irakiens étaient éliminés physiquement et la République proclamée à Bagdad. C'était le 14 juillet 1958. La réaction des impérialistes fut prompt. La 6^e Flotte P.S. débarqua ses marines au Liban, cependant que les parachutistes britanniques atterrirent en Jordanie et en Lybie, et que l'armée sioniste se mettait en état d'alerte.

La crise dura plusieurs semaines, mais Chamoun dut s'effacer et céder la place au général Fouad Chehab, chef du clan « pro-français » et (relativement) neutraliste. Rachid Karamé, autre personnalité du même clan, devenait Premier Ministre. Les marines durent repartir sans gloire.

LA REMONTEE

DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Depuis cette époque, l'impérialisme français s'est évertué à reconstituer ses positions dans la région. A partir de 1962, date de la fin de la guerre d'Algérie, le pouvoir gaulliste, jouant sur tous les tableaux se rapprocha de tous les régimes arabes, aussi bien celui des Baathistes de Damas que celui de l'Emir de Koweït.

Cette politique gaulliste explique son attitude de plus en plus hostile aux expansionnistes sionistes, et les déclarations de Gorse, précitées.

Le clan pro-américain n'a pas renoncé, cependant. Tirant argument des difficultés économiques actuelles (après l'Intra Bank, neuf autres banques libanaises sont tombées en faillite), il préconise maintenant l'« internationalisation » du Liban, et sa transformation en place exclusivement bancaire et commerciale. Ce programme répond aux intérêts du capital financier libanais (signalons au passage, que 90 % du capital bancaire du Liban est détenu par les U.S.A.).

Il implique la rupture avec la résistance palestinienne et la distension des liens avec les pays arabes dominés par le social impérialisme soviétique (Syrie, R.A.U.).

Le raid sioniste du 28 décembre 1968 avait notamment pour but d'affaiblir le clan Chehabiste (pro-français) et de donner une base à la propagande anti-palestinienne du clan Chamoun (pro-américain). En fait, depuis ce raid, une question domine la politique libanaise : « Quelle attitude adopter à l'égard de la résistance palestinienne ? ».

CARTE DE VISITE DU LIBAN :

- 9 400 km² ; 1 600 000 habitants (densité : 170, la plus forte du monde arabe) ;
- Beyrouth (450 000 habitants) ;
- Principale place commerciale et financière du Moyen-Orient ;
- Industrie lourde inexistante (sauf pétrolière) ;
- Industrie légère concentrée à Beyrouth et quelques autres villes ;
- Au total, 13 % de la population est ouvrière.

L'écrasante majorité du peuple, sans distinction de communautés religieuses exige la riposte du tac au tac aux sionistes et le soutien inconditionnel à la résistance palestinienne.

La bourgeoisie libanaise malgré ses divisions, est d'accord sur un point : la résistance palestinienne sape les bases de son régime et il importe de l'éliminer d'une manière ou d'une autre.

C'est pourquoi la résolution de l'O.N.U. du 22 novembre 1967, qui comporte la reconnaissance d'Israël et consacre la dispersion du peuple palestinien à l'appui aussi bien du clan Chamoun-Eddé que du clan Chehab-Karamé.

LE ROLE REVOLUTIONNAIRE DE LA RESISTANCE PALESTINIENNE

Les affrontements qui se déroulent actuellement au Liban, comme ceux qui se sont déroulés récemment en Jordanie opposent donc les peuples arabes à leurs gouvernements réactionnaires.

Ces derniers ne peuvent ni se dresser ouvertement contre la résistance palestinienne, ni mener une lutte conséquente contre l'impérialisme et le sionisme.

Cependant, à mesure que ce dernier s'affole sous les coups des guerrilleros palestiniens, il est conduit à des activités de plus en plus agressives contre les pays arabes voisins, ce qui accélère du même coup la prise de conscience révolutionnaire des masses arabes.

La résistance palestinienne mine donc non seulement le colonialisme sioniste, mais aussi les régimes réactionnaires arabes. C'est ce qui explique que du grand bourgeois pro-yankee Chamoun au chef révisionniste, Khaled Bagdache, de Washington à Moscou en passant par Paris et Londres, qui est aujourd'hui l'avant-garde de la révolution anti-impérialiste arabe. Les fusils de l'armée libanaise comme ceux du roi Hussein, les concertations à quatre ou à deux, les agressions sionistes sont et seront pourtant tous impuissants à juguler cette montée révolutionnaire.

A l'exemple des Palestiniens, les Libanais, les Jordaniens et les autres peuples arabes osent lutter et savent lutter, de mieux en mieux.

Impérialistes et réactionnaires arabes de toute obédience et colonialistes sionistes l'apprennent à leurs dépens, au Liban comme dans tout le monde arabe.

DEFFERRE, PORTRAIT D'UN POLITICIEN BOURGEOIS



Le premier des 500 000 yachts de la classe ouvrière, c'est le mien !

Gaston Defferre s'est assuré il y a quelque temps, une notoriété douteuse, grâce à un duel au sabre contre un obscur député gaulliste.

Cette pantalonnade, et sa présente candidature à la présidence de la République, voilà à peu près tout ce que savent sur ce personnage, de très nombreux jeunes travailleurs et étudiants. Nous nous efforçons donc de compléter leurs connaissances, car il est toujours utile de savoir quel genre d'individus nous avons à combattre, dans notre longue lutte contre le capitalisme oppresseur.

Defferre, obscur avocat et membre de la S.F.I.O. à la Libération, est aujourd'hui le maire « socialiste » et milliardaire de Marseille.

La résistible ascension de Gaston Defferre ? Une nécrologie publiée dans le « Monde » du 20 novembre 1968 en donne un saisissant raccourci. La voici :

Mme André Cordesse,
M. et Mme Gaston DEFFERRE,
ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris le jeudi 14 novembre 1968, de

M. ANDRÉ CORDESSE,

- officier de la Légion d'honneur,
- membre du Conseil économique et social,
- président honoraire de la chambre de commerce de Marseille,
- président honoraire du Syndicat des fabricants d'huile de Marseille,
- administrateur de la Compagnie générale transatlantique,
- membre du Conseil supérieur de la marine marchande,
- président honoraire de l'Union des chambres de commerce aéronautiques,
- président de la commission consultative économique de Mari-gane,

- administrateur de l'Aéroport de Paris,
- ancien administrateur d'Air Transport et d'Air Algérie,
- président du conseil de gérance des Etablissements André et Jean Cordesse et Henri Chausse et Cie,
- président de la Société anonyme des Huileries réunies,
- président de la Société immobilière du Mas-d'Agon,
- administrateur de la Société anonyme France Aliment,
- administrateur de la Nouvelle Savonnerie de l'Ouest africain,
- administrateur de la banque Martin-Maurel,
- administrateur de la Société de sulfure de carbone,
- administrateur des Etablissements V. O. Petersen,
- administrateur de la Société financière, industrielle et commerciale Audemar, à Nice,
- administrateur du Groupe de presse « Provençal », « Soir » et « République »,
- président de l'Agence centrale parisienne de presse.

Précisons que feu André Cordesse, président ou administrateur de tant d'entreprises capitalistes n'est autre que le beau-frère de Gaston Defferre.

Précisons également que « Le Provençal », dont Cordesse est l'administrateur est l'organe régional des « patriotes socialistes et républicains ». Autrement dit le journal S.F.I.O. de la région. Alors, le « socialisme » est en bonnes mains.

Les complices de Defferre : Francis Leenhardt, Andrieu, Emile Loo, etc., sont eux-mêmes, soit des membres de la grande bourgeoisie marseillaise, soit des parvenus au pédigree des plus douteux.

Quoi d'étonnant que Defferre soit aujourd'hui, l'une des solutions de rechange de la bourgeoisie française. Qu'importe l'étiquette socialiste ? Le capital reconnaît en Defferre, l'un des siens.

Defferre, ministre de la IV^e République

La résistible ascension de Defferre a commencé par un coup de force qui l'a rendu maître, en 1945, de la Fédération S.F.I.O. des Bouches-du-Rhône. Lui et son complice Leenhardt, après avoir écarté de leur route ceux qui avaient pu les concurrencer, devinrent rapidement des membres influents du Comité directeurs de la S.F.I.O.

Defferre fut ministre de plusieurs gouvernements de la IV^e République. A ce titre, il fut le « père » de la loi-cadre grâce à laquelle les fantoches Houphouët Boigny, Hamani Diori, Senghor et Cie furent installés au pouvoir dans leurs pays respectifs, pour le plus grand profit des monopoles néo-colonialistes.

Ainsi que l'indiquait à l'époque « L'Express » :

« Certains industriels modernisés installés en Afrique décidés à ne pas subir le sort des capitalistes d'Indochine et d'Afrique du Nord, sont venus à Paris, manifester leur volonté de contribuer au succès des projets Defferre. »

Parbleu ! Comme on les comprend...

(Suite page 7)

LE PEUPLE IRLANDAIS TRIOMPHERA !

Les IMPÉRIALISTES BRITANNIQUES et leurs LAQUAIS SERONT CHASSÉS !

Le récent soulèvement de la minorité catholique de l'Irlande du Nord a ramené ce pays au premier plan de l'actualité.

Le caractère fragmentaire et tendancieux des informations diffusées, pourrait donner à penser aux travailleurs et aux révolutionnaires de notre pays qu'il ne s'agit de rien d'autre que d'une nouvelle version des guerres de religions.

La réalité est toute différente, ainsi que nous allons le voir.

Le peuple irlandais est en effet un de ceux qui a mené la plus longue lutte de libération nationale. Le commencement de l'invasion anglo-normande (puis anglaise), se situe, en effet, au XIII^e siècle. Jamais le peuple irlandais ne s'est soumis à l'envahisseur étranger. Malgré la disproportion des forces, et les campagnes sanglantes de répression de l'occupant, les Irlandais ont persisté, à travers les siècles dans leur résistance héroïque.

Les anglais les chassèrent de leurs meilleures terres, spécialement dans le nord du pays, et installèrent à leur place des colons protestants. Ils réduisirent maintes fois la population à la famine. Celle des années 1840 fit deux millions de victimes (sur 8 millions d'habitants) et provoqua l'émigration sans retour de deux autres millions d'Irlandais, principalement aux U.S.A. et dans les dominions (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande).

Mais, malgré des siècles de « victoires » sur « la racaille irlandaise », les occupants anglais étaient condamnés.

Ils noyèrent bien dans le sang le soulèvement de Pâques 1916 (Easter Rising) et firent régner la terreur dans tout le pays avec les milices « Black and Tan », véritables S.S., mais cinq ans après l'assassinat des chefs du soulèvement de Pâques, le gouvernement britannique, présidé par le vieux colonialiste Lloyd Georges dut reconnaître l'indépendance de l'Irlande, le sort de la partie nord du pays étant « réservé ».

Mais les colonialistes britanniques avaient une longue expérience en matière de dupes, d'intrigues et de complots en vue de maintenir leur domination sous une forme ou une autre.

(Suite de la page 6)

Defferre,

complice des hommes du 13 mai 1958

Comme son chef de file et rival Guy Mollet, Defferre déploya les plus grands efforts pour amener de Gaulle au pouvoir puis, pour assurer le succès du référendum gaulliste du 28 septembre 1958.

Mais, en 1965, la fraction de la bourgeoisie qu'il incarnait ayant lâché de Gaulle, « L'Express », journal de son ami J.-J. Servan-Schreiber, lié au même clan bourgeois, lança la fameuse campagne en faveur de la candidature présidentielle de M. X... (X évidemment c'était Defferre).

Après l'échec de cette campagne, Defferre continua d'incarner au sein de la S.F.I.O. la tendance la plus réactionnaire, celle favorable à l'alliance organique avec les politiciens centristes pro-américains à la Lecanuet, Duhamel et Cie.

La courte échelle des révisionnistes

Cela n'empêche pas les dirigeants révisionnistes d'assurer par trois fois son élection à la chambre des députés, grâce au désistement de leurs candidats.

A chaque élection, cependant, des milliers de travailleurs manifestent leur hostilité en refusant leurs suffrages au socialiste milliardaire.

Defferre,

chauve-souris politique

Defferre, élu député grâce aux voix de la classe ouvrière, gouverne Marseille en tant que maire, avec la droite. Ses adjoints s'appellent Rastouin (président de la chambre de commerce), Lombard, Goudreau, etc., grands patrons et bourgeois marseillais.

Les élus municipaux révisionnistes sont traités à la mairie de Marseille, avec un mépris et une désinvolture incroyables. Mais, à chaque élection législative, toute honte bue, Lazzarino, Billoux et les autres trouvent de « bonnes » raisons

d'appeler les travailleurs à voter Defferre.

Ce dernier, telle la chauve-souris de La Fontaine peut dire, aux municipales : « Je suis souris (réactionnaire), vive les rats ! » et aux législatives : « Je suis oiseau (« socialiste »), voyez mes ailes ! ».

C'est cela, le candidat de la « Section Française de l'Internationale Ouvrière ! » (S.F.I.O.).

Le mot de la fin

En mai 1968, les dirigeants révisionnistes du P. C. F. s'efforcèrent, à Marseille comme ailleurs, d'utiliser la volonté de lutte des masses au profit de leur politique d'« Union de la gauche » (Avec Defferre et Leenhardt !)

C'est ainsi qu'un jour, Defferre fut amené à recevoir à la mairie de Marseille une délégation de manifestants étudiants et travailleurs.

Defferre, qui ne savait pas trop comment les choses allaient tourner, fut très affable, car la délégation était beaucoup plus « massive » que prévu.

Un étudiant lui demanda comment on peut se dire socialiste et être actionnaire de sociétés et propriétaire d'un yacht de luxe.

Defferre répondit que pour lui, le socialisme c'était aussi un yacht pour chacun.

Un peu plus tard, alors qu'il déployait devant ses interlocuteurs un plan de Marseille comportant les indications des futurs grands travaux qu'il entendait faire entreprendre, un prolo l'apostropha : « Dites donc, M. le maire, où se trouve donc l'emplacement du futur port pour les 500 000 yachts des travailleurs marseillais ? ». Defferre resta coi, et pour cause, cependant que travailleurs et étudiants s'esclaffaient. « Chacun son yacht ! » dit Defferre. Mais en attendant, des dizaines de milliers de marseillais vivent dans des taudis... ou des bidonvilles. Les amis réactionnaires de Defferre, les patrons de Combat, Rastouin et compagnie réduisent des milliers de travailleurs au chômage. De ce socialisme-là, les travailleurs en ont soupé ! C'est pourquoi ils dénonceront la fiction de la prétendue alternative Defferre.

Ils utilisèrent donc leurs agents parmi la population protestante du nord du pays pour se maintenir dans les six comtés de l'Ulster.

Ce partage de fait provoqua la révolte des éléments progressistes du peuple irlandais. Au cours des deux années de guerre civile qui suivirent, l'impérialisme britannique, assuré de conserver le nord sans sa domination aida ouvertement les éléments agrariens, cléricaux et réactionnaires à écraser la gauche progressiste dans le Sud.

Donnant-donnant, le gouvernement de droite ainsi consolidé à Dublin :

— laissa l'Irlande du Sud dans un état de sous-développement complet, maintenue dans la zone sterling, c'est-à-dire dans la dépendance économique de l'Angleterre (nous reviendrons tout à l'heure sur ce point) ;

— se chargea lui-même de la répression contre la classe ouvrière et les éléments progressistes Irlandais ;

— reconnut « de facto » le partage de l'Irlande sur une base confessionnelle, et le « protectorat » anglais sur le Nord.

Aujourd'hui encore l'Irlande du Sud (Eire) est exportatrice de produits agricoles à bon marché, presque dépourvue d'industrie lourde et en proie au chômage. Cette situation contraint nombre d'Irlandais à émigrer, comme jadis.

On a dit que New York est la plus grande ville irlandaise. Certes, mais en Grande-Bretagne même, 700 000 Irlandais sont utilisés dans les branches industrielles les plus diverses, comme main-d'œuvre sous-qualifiée et sur-exploitée.

Au Nord, l'Ordre d'Orange, société secrète protestante fanatique prit le pouvoir à l'ombre des balonnettes britanniques. Il l'a gardé depuis.

Dans cette partie du pays, la population catholique (40 % du total) fut réduite à une servitude pire qu'au temps de l'administration britannique directe.

La révolution irlandaise fut ainsi stoppée net, et le pays était coupé en deux sur une base confessionnelle, pour le seul profit des anciens occupants et de leurs laquais : au Sud, la bourgeoisie réactionnaire, agrarienne et cléricale, au Nord les industriels Kollabos de Belfast et de Londonderry.

Depuis décembre 1968, la révolte gronde à nouveau en Irlande du Nord. A plusieurs reprises Londonderry s'est couverte de barricades, et la population catholique qui compose également l'essentiel du prolétariat industriel et agricole a affronté héroïquement la R.U.C. (Royal Ulster Constabulary), police du gouvernement fantoche de Belfast, dont le recrutement est exclusivement bourgeois et protestant.

Finalement, le chef de ce gouvernement, le « libéral » Terence O'Neill a dû démissionner et céder la place au grand bourgeois Chichester-Clark ; mais, ainsi que la indiqua la jeune députée catholique Bernadette Devlin devant la Chambre des Communes, les « réformes » préconisées par les amis de O'Neill sont un cautériser sur une jambe de bois. Elles viennent trop tard et ne touchent pas au fond du problème. De plus, elles sont rejetées par les éléments les plus fanatiques de la société d'Orange.

Mais pourquoi cette soudaine flambée de révolte ? Il faut savoir qu'encore aujourd'hui en 1969, les catholiques de l'Irlande du Nord forment le sous-prolétariat. Majoritaires chez les manœuvres et les ouvriers agricoles, minoritaires chez les ouvriers qualifiés, absents de l'administration, ils ne possèdent pratiquement pas de terres cultivables.

A la campagne paysans sans terre, à la ville ouvriers peu ou pas qualifiés (les écoles techniques ne leur sont ouvertes qu'avec parcimonie), — sous-payés, logés dans des taudis centenaires, derniers embauchés, premiers licenciés, tel est leur sort.

Quant à la voie pacifique, pour améliorer leur sort, parlons-en ! Le système électoral en vigueur en Ulster aurait ravi M. Thiers en personne ! Les travailleurs et les rares petits bourgeois catholiques sont pratiquement privés du droit de vote grâce à une loi censitaire et au bon vouloir des municipalités, toutes contrôlées par les hommes du Parti « Unioniste », c'est-à-dire, de la société d'Orange. Grâce à ce système, par exemple, à

Irlande du Sud ou République d'Eire :

comprend 26 des 23 comtés (districts) de l'Irlande. 70.000 km², 3 000 000 d'habitants. Capitale Dublin : 600 000 habitants. Villes principales : Cork (80 000), Limerick (60 000), Dun Laoghaire (50 000), Waterford, Wexford, etc., presque exclusivement agricole.

Irlande du Nord ou Ulster :

Comprend les six comtés dont la population est à majorité protestante. 135 000 km², 1 500 000 habitants. Capitale Belfast : 450 000 habitants. Villes principales : Londonderry (60 000), Bangor (40 000), Armagh, Atrim (15 000), etc. Fortement industrialisée. Fait partie du Royaume-Uni de Grande-Bretagne.

Londonderry, où les catholiques sont 35 000 sur une population totale de 60 000, ils ne disposent que de quelques sièges au Conseil municipal.

Bref, les catholiques, véritables étrangers dans leur propre pays, sont les « noirs » de l'Ulster.

Dans ces conditions, leur révolte était prévisible, comme était prévisible le soutien, à cette lutte, de tous les éléments progressistes des communautés protestantes, en particulier les jeunes. Ceux-ci en ont, en effet, plus qu'assez du carcan réactionnaire et puritain imposé par la société d'Orange. Et surtout, avec l'affaiblissement des sentiments religieux, plus que protestants ou catholiques, ils se ressentent d'abord Irlandais et opprimés. Ainsi que l'a dit en substance la députée Devlin (âgée de 22 ans), devant la Chambre des Communes : « Je ne représente pas ici la Communauté catholique, mais je parle au nom de tous les opprimés et les humiliés de l'Ulster ».

Le gouvernement O'Neill, affolé, a fait appel à l'armée britannique, et recruté une police supplétive parmi les éléments les plus réactionnaires de la population protestante.

Le gouvernement britannique du « socialiste » Harold Wilson s'est efforcé de répondre favorablement à la demande des fantoches de Belfast. 3 000 soldats anglais sont déjà sur place. Quant au gouvernement réactionnaire de l'Eire (Irlande du Sud), il persévère dans la trahison. Au lieu de se faire le défenseur résolu de la population nord-irlandaise, il se borne à des déclarations léniennes (qui n'empêchent personne de dormir, ni à Londres, ni à Belfast), et à « contacter »... U Thant.

En vérité, sa position est conforme aux intérêts de la bourgeoisie réactionnaire sud-irlandaise. Celle-ci sait que la réunification de l'Irlande aurait un tel contenu révolutionnaire qu'elle ferait voler en éclats les structures quasi théocratiques des pouvoirs bourgeois de Dublin et de Belfast.

La révolte du peuple Irlandais s'étendra cependant inéluctablement, malgré toutes les manœuvres.

En 1916, Lénine, compte tenu du contexte international de l'époque, écrivait : « Un coup porté à la bourgeoisie britannique impérialiste en Irlande a cent fois plus d'influence politique qu'un coup équivalent en Afrique et en Asie... Les Irlandais ont eu la malchance de se soulever trop tôt, alors que la révolte du prolétariat en Europe n'était pas encore mûre ».

Aujourd'hui, malgré la trahison révisionniste, les peuples coloniaux et dépendants se sont levés ; les empires coloniaux s'effondrent, les impérialistes, et en particulier l'impérialisme britannique, sont aux abois.

Les temps sont arrivés où le peuple Irlandais, face aux « socialistes » de Londres, aux réactionnaires de Dublin et aux fantoches de Belfast va reprendre sa marche en avant vers la réunification de son pays.

Les barricades de Londonderry, Armagh, Belfast, nouvelle et glorieuse page de la longue et sanglante lutte patriotique du peuple irlandais, annoncent le combat final pour la libération totale de l'Irlande.

Le peuple irlandais a déjà en grande partie surmonté les antagonismes religieux attisés par les impérialistes et les réactionnaires. Il saura se donner l'organisation d'avant-garde révolutionnaire indispensable pour mener ce combat à bonne et victorieuse fin : un parti fondant son action sur la vérité universelle du marxisme-léninisme, continuateur et vengeur des prolétaires et paysans Irlandais, qui par centaines de milliers, sont tombés dans la lutte séculaire contre l'impérialisme britannique.

GUADELOUPE : L'ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE EST 66 % au référendum

En nette évolution depuis mars 1967 et développée pour la première fois par le G.O.N.G., en Guadeloupe, l'abstention révolutionnaire remporte de nombreuses victoires car c'est un moyen de lutte qui s'inscrit dans la lutte générale anti-colonialiste.

Loin de favoriser la bourgeoisie dans son entreprise coloniale, la pratique de l'abstention révolutionnaire par le peuple colonisé permet au peuple du pays colonisateur de mieux discerner la nature de cette bourgeoisie. Elle lui permet de mieux découvrir le visage de traître des social-chauvins du pays colonisateur qui aident cette bourgeoisie : la position « d'autonomie » ou de « décentralisation audacieuse » est anti-marxiste et méconnaît les principes d'autodétermination des peuples colonisés.

L'ASSOCIATION GENERALE DES ETUDIANTS GUADELOUPEENS dans le rapport politique de son VIII^e Congrès a précisé sa position d'abstention et a pu effectivement l'expliquer et la populariser au sein des masses laborieuses lors des législatives françaises de juin 1968.

« Les élections sénatoriales, législatives, présidentielles ou référendaires qui concernent la vie nationale française n'intéressent en aucune façon les Guadeloupéens ». Seul un référendum sur l'autodétermination suivant notre conception léniniste du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, peut et doit concerner notre peuple.

« Il importe pour les forces véritablement anti-colonialistes d'utiliser la période électorale pour faire campagne (conférences populaires, articles de presse, tracts, discussions) pour l'abstention révolutionnaire. Il faut expliquer aux masses la véritable nature du colonialisme français, afin de développer la conscience politique, la compréhension de la lutte et d'organiser les masses pour faire avancer le combat de Libération Nationale.

« Procéder ainsi, c'est utiliser ce type d'élections dans un but révolutionnaire. » L'abstention révolutionnaire est donc un moyen de lutte contre le colonialisme. Il permet au peuple d'affirmer sa conscience nationale et politique et l'engage de manière conséquente dans la lutte pour l'INDEPENDANCE NATIONALE.

Actuellement, la situation en France se caractérise par l'approfondissement des contradictions qui minent la haute et moyenne bourgeoisie dans la crise du capitalisme monopoliste. De nombreuses tentatives de replâtrage de ce système décadent réactionnaire sont en cours et même l'élection présidentielle ne résoudra pas cette agonie. Dans cette agonie, les réactionnaires deviennent de plus en plus agressifs, réprimant férocelement le mouvement révolutionnaire, accentuant les aspects fascistes de leur domination. Et, dans ces tentatives, ils obtiennent aisément le soutien des forces qui ont trahi les intérêts fondamentaux des masses travailleuses françaises.

En conséquence, l'A.G.E.G. appelle ses militants, les travailleurs émigrés, les patriotes guadeloupéens, tous les anti-colonialistes.

— A diffuser et expliquer la victoire du peuple guadeloupéen sur le colonialisme lors du référendum du 27 avril 1969 ;

— A expliquer et pratiquer l'abstention révolutionnaire pour l'élection présidentielle française ;

— A rester très vigilant face à toute évolution des situations politiques tant en Guadeloupe qu'en France ;

— A approfondir le processus de la lutte du peuple guadeloupéen pour son INDEPENDANCE NATIONALE.

Le Comité Exécutif de l'A.G.E.G.
Paris, le 9 mai 1969

Une ligne de démarcation capitale !

L'APPRECIATION DU ROLE DE STALINE

Avec ou sans tribune des « présidentielles », les trotskystes profitent de toutes les situations pour calomnier Staline et son œuvre, à la grande joie de tous les réactionnaires. Nous revenons donc cette semaine sur cette question capitale, en publiant une des nombreuses lettres qui nous sont parvenues, pour la défense de Staline :

Dans son numéro du 5 mars, l'Humanité Rouge a célébré le 16^e anniversaire de la mort de J.-V. Staline et a fort justement honoré la mémoire de ce grand marxiste-léniniste cher au cœur de tous les prolétaires, cher au cœur de tous les révolutionnaires.

Dans le cadre de la défense de l'œuvre théorique et pratique de Staline, je voudrais apporter quelques éléments qui me semblaient faire défaut dans l'article.



Staline fut le plus proche compagnon de Lénine (ici pendant la révolution de 1917).

La méthode marxiste : L'analyse de classe

Le président Mao Tsé-toung nous enseigne : « La seule méthode qui permette de connaître une situation, c'est d'enquêter sur la société, sur la réalité vivante des classes sociales ». Cela est vrai non seulement pour permettre aux révolutionnaires de diriger correctement les luttes de masse mais aussi pour analyser les événements passés. Le point de vue essentiel du marxisme, c'est l'analyse de classe. La seule méthode juste pour aborder l'œuvre de Staline est la méthode marxiste, l'analyse de classe. C'est seulement ainsi que nous pourrions nous débarrasser du subjectivisme petit-bourgeois qui permet de débiter n'importe quoi et qui nous conduit à hurler avec les loups de la bourgeoisie. Les questions que nous devons nous poser sur les suivantes : à quelle classe a servi les actes de Staline et son œuvre théorique ? Quelle classe a souffert de la direction de Staline ? Quelles classes servent les accusateurs de Staline ? Ce jugement sera sans appel car pour nous qui nous plaçons résolument du côté du prolétariat, qui le servons dans sa lutte, la seule politique juste est celle qui sert le prolétariat. Au contraire, nous devons combattre sans trêve les ennemis du prolétariat, les serviteurs de la bourgeoisie même et surtout lorsqu'ils se cachent dans nos rangs, lorsqu'ils se drapent dans le drapeau rouge pour mieux le trahir.

La ligne prolétarienne

Quel est le contenu de classe de l'œuvre de Staline ? L'article de l'Humanité Rouge, n° 3, et le texte albanais publié dans le numéro 2 donnent suffisamment d'exemples de la politique prolétarienne appliquée par Staline, mais il n'est jamais inutile de répéter des vérités.

Du vivant de Lénine, Staline a participé activement à la lutte contre le tsarisme, à la diffusion du marxisme, à l'élaboration de la juste ligne prolétarienne du Parti bolchevik on le retrouve à la tête des luttes de masses en Russie avant la révolution prolétarienne d'octobre dont il a été un des grands dirigeants.

Après la mort de Lénine, il a su préserver la pureté des principes léninistes concernant le Parti prolétarien. Il a lutté toute sa vie pour préserver l'unité idéologique du Parti bolchevik face aux opportunistes, fractionnistes de toutes sortes : trotskistes, boukhariniens, zinovienistes, etc., qui bien que du Parti propageaient des théories bourgeoises et réactionnaires. Il a toujours lutté pour conserver au P.C. (b) son caractère de classe prolétarien, contre sa bureaucratization et pour sa liaison toujours plus profonde avec les masses. « L'autorité du Parti est étayée par la confiance de la classe ouvrière. Or, la confiance de la classe ouvrière ne s'acquiert pas par la violence — qui ne peut que la détruire — mais par la juste théorie du Parti, par la juste politique du Parti par le dévouement du Parti à la classe ouvrière, par sa liaison avec les masses de la classe ouvrière ». (Questions du Léninisme).

Il a toujours défendu la juste théorie marxiste-léniniste et a contribué à l'enrichir par ses œuvres théoriques, telles que « Les principes du Léninisme », « L'homme le capital le plus précieux », « Pour une formation bolchevik », etc., œuvres que les jeunes révolutionnaires français gagneraient à connaître.

Mais il a fait plus que défendre théoriquement les principes de la révolution prolétarienne et de la dic-

tature du prolétariat, c'est sous sa direction qu'a été menée avec succès la première expérience de la dictature du prolétariat dans le monde. Il a lutté avec persévérance pour que s'installe cette dictature et pour qu'elle exerce tous ces effets contre les ennemis du dedans ou du dehors, contre les restes des classes exploiteuses qui rêvaient de leur paradis perdu.

C'est sous sa direction que le P.C. (b) et le peuple soviétique ont édifié le socialisme, ont développé la juste ligne de l'industrialisation socialiste et de la collectivisation agricole.

Sous sa conduite, aussi, le peuple et l'armée soviétique ont réussi à chasser les envahisseurs nazis du sol de la patrie du socialisme. Staline a su préserver la base rouge mondiale grâce à l'aide de laquelle ont pu se développer des guerres de libération nationale dans de nombreux pays européens.

De l'avis même des camarades chinois qui ont subi quelques-unes de ses erreurs, Staline, a dans l'ensemble appliqué une politique extérieure conforme à l'internationalisme prolétarien.

Une lutte à mort contre la bourgeoisie

Quelles classes ont souffert des répressions sous la période stalinienne : les bourgeois anciens ou nouveaux, les koulaks, tous les réactionnaires. Bien sûr, quelques innocents ont été touchés à tort mais est-ce la faute à Staline ? Staline rappelle dans son ouvrage : « Pour une formation bolchevik » que des erreurs sont commises dans la lutte contre les ennemis de classe infiltrés dans le Parti. Il souligne que trop de camarades sont exclus injustement et que cela nuit au Parti du prolétariat.

Le bilan de cette œuvre gigantesque est facile à faire : c'est une œuvre au service du prolétariat, c'est une œuvre de lutte à mort contre la bourgeoisie et tous les ennemis du prolétariat.

Staline l'homme d'acier

Quel est le contenu de classe des accusations portées contre Staline ? A quelle classe servent-elles ? Voyons d'abord qui sont ces accusateurs de Staline ?

1) Toute la bourgeoisie impérialiste internationale depuis les plus purs fascistes jusqu'aux démocrates bourgeois les plus vermoulu. 2) Les révisionnistes modernes depuis Tito jusqu'à Kossiguine et Brejnev en passant par le trop « célèbre » Krouchtchev. 3) Les trotskistes et autres opportunistes de gauche ou de droite infiltrés dans le mouvement révolutionnaire de masse.

A première vue, il ne semble pas que ces accusateurs soient très prolétariens, par contre, si nous parlons de Staline à un vieil ouvrier bolchevik de France ou d'ailleurs il nous fera son éloge et les larmes lui viendront aux yeux en évoquant son souvenir.

Mais analysons plus en détail le caractère de classe des attaques contre Staline. Le fait que tous les réactionnaires lui aient toujours voué une haine implacable n'est pas pour nous étonner. Cela confirme que Staline, l'homme d'acier, a toujours représenté pour nos bourgeois la dictature prolétarienne qu'ils redoutent plus que la mort.



Staline et une dirigeante de l'Union des Jeunes Communistes de l'U.R.S.S.

La trahison des principes marxiste-léninistes

Venons-en aux faux communistes qui dirigent l'U.R.S.S. et de nombreux partis dans le monde ; ceux-là même que l'on traite si aisément de stalinien, pourquoi ont-ils craché sur Staline et l'ont-ils renié ? La réponse est bien simple et le président Mao nous la donne : « Pour renverser un régime, on commence toujours par préparer l'opinion publique et par faire un travail idéologique. Ceci est vrai pour une classe révolutionnaire comme pour une classe contre-révolutionnaire ». Pour renverser la dictature du prolétariat en Union soviétique et pour y substituer la dictature de la nouvelle classe bourgeoise et bureaucratique, les révisionnistes ont dû faire un travail idéologique et préparer l'opinion publique. Pour

cela, ils ont trouvé l'antistalinisme et ce furent les calomnies de l'immonde Khrouchtchev aux XX^e et XXII^e Congrès du P.C.U.S. Pour renverser la dictature du prolétariat, les révisionnistes ont dû passer sur le corps de Staline et ternir son prestige auprès du peuple soviétique.

On voit d'ailleurs maintenant que ce fût peine perdue car le peuple soviétique n'a jamais totalement oublié son grand dirigeant prolétarien et oblige les révisionnistes à des concessions telles que la pseudo-réhabilitation de Staline sur le plan militaire.

De même dans les pays capitalistes, la « déstalinisation » a permis de renier définitivement les principes marxistes-léninistes sur la révolution prolétarienne et de faire passer la théorie opportuniste du passage pacifique au socialisme.

Staline balaie le trotskisme

Enfin, il nous reste à analyser l'appartenance de classe du trotskisme. Pourquoi les trotskystes ont-ils toujours craché sur Staline ? En U.R.S.S. le trotskisme était un courant réactionnaire représentant l'idéologie de la petite-bourgeoisie. Les flirts entre Trotsky et les mencheviks ne furent d'ailleurs par des hasards. La théorie de la « révolution permanente » de Trotsky selon laquelle il était impossible d'édifier le socialisme dans un seul pays représentait les hésitations et la peur petites-bourgeoises devant la révolution prolétarienne. Après la victoire de la Révolution d'Octobre, la petite-bourgeoisie qui avait penché du côté du plus fort (le prolétariat) s'est ressaisie et a voulu profiter de la période difficile pour le premier Etat socialiste pour faire valoir ses intérêts. Elle était représentée par les mencheviks, les trotskystes et autres boukhariniens. C'est ainsi qu'ils revendiquèrent le droit aux fractions dans le Parti, ce qui n'était que le prélude à la revendication du droit de la pluralité des Partis dans le pays, thèse bourgeoise parfaitement incompatible avec la dictature du prolétariat. Les trotskystes voulaient, en fait, restaurer le capitalisme en U.R.S.S. et pour cela ils menaient une campagne forcée contre la ligne prolétarienne de Staline en le traitant de tyran, de dictateur, de bureaucrate, autant d'accusations portées par les mencheviks à Lénine avant octobre.

Le trotskysme fut balayé sous la direction de Staline et les trotskystes durent se livrer à des actes de sabotage contre l'état des Soviets. Le trotskysme cessa d'être un courant politique de la classe ouvrière.

La déviation petite bourgeoise du marxisme

De nos jours, de nombreuses organisations se réclament du trotskysme et elles profitent de la trahison révisionniste pour faire passer leur camelote anti-stalinienne dans la tête et le cœur de nos jeunes révolutionnaires. Pour trouver une influence parmi les rangs des révolutionnaires, ils sont obligés de se camoufler derrière de grands noms tels que Rosa Luxembourg ou Karl Liebknecht ; ils usurpent aussi la mémoire de Lénine et falsifient l'histoire en le faisant passer pour un trotskyste. Mais aujourd'hui comme hier ils représentent une déviation petite-bourgeoise du marxisme. Aujourd'hui aussi, ils réclament la démocratie (bourgeoise) dans le Parti du prolétariat avec l'autorisation des fractions et des clans organisés ; aujourd'hui aussi ils s'opposent à la dictature du prolétariat. Il suffit de voir les trotskystes des Comités d'Alliance Ouvrière (ex-Révolte, ex-Organisation Communiste Internationale) pratiquer « l'entrisme » à F.O. pour ce faire une idée de leur opportunisme, ce sont eux également avec leurs compères de l'Association de la Jeunesse Socialiste-Trotskiste, groupe Lambert) qui propagent la thèse du Front Unique Ouvrier, cartel d'organisations syndicales et politiques, thèse injustifiée dans une situation de montée générale du mouvement révolutionnaire. De leur côté, les groupes « Rouge » pratiquent un opportunisme de gauche outrancié mais ils dévoilent leur caractère petit-bourgeois dans la revendication du « contrôle ouvrier » qui n'est qu'une autre sorte de participation ou autogestion dans le contexte actuel et qui est, en fait, un refus petit-bourgeois d'inculquer aux masses la seule vérité révolutionnaire que : « le pouvoir est au bout du fusil ».

Les agents de la bourgeoisie

Révissionnistes et trotskystes se mêlent donc au chœur impérialiste pour calomnier le camarade Staline. Nous venons de voir leur rôle objectif d'agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier et cela explique leurs calomnies contre Staline, grand dirigeant prolétarien. La question de Staline n'est donc qu'une manifestation de la lutte de classe sur le plan idéologique. Il appartient aux marxistes-léninistes de défendre avec plus de vigueur que jamais le grand J.-V. Staline car le défendre c'est défendre la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat, c'est prendre résolument parti pour le prolétariat dans sa lutte à mort contre la bourgeoisie.

VIVE STALINE !

Vive le Marxisme-Léninisme !

Un jeune étudiant marxiste-léniniste.